

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE MPANDA



PROVINCE BUBANZA

Bubanza, septembre 2006

TABLE DES MATIERES

	Pages
ABREVIATIONS	
PREFACE	
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE	2
1.1. Situation géographique	2
1.2. Organisation Administrative	3
CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....	5
2.1. Répartition de la population et densité	5
2.2. Evolution de la population	7
CHAPITRE III : AGRICULTURE	8
3.1. Spéculations agricoles.....	8
3.2. Facteurs de production.....	16
3.3. Infrastructures agricoles.....	18
3.4. Contraintes, potentialités et perspectives.....	19
CHAPITRE IV : ELEVAGE	20
4.1. Situation des effectifs du cheptel.....	20
4.2. Types d'élevage et effectifs par espèce.....	23
4.3. Santé animale.....	24
4.4. Produits et sous produits de l'élevage.....	26
4.5. Intervenants.....	27
4.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives.....	27
CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE	28
5.1. Pêche.....	28
5.2. Pisciculture.....	28
5.3. Contraintes, Potentialités et perspectives.....	29
CHAPITRE VI : FORETS	30
6.1 Généralités.....	30
6.2. Boisements naturels et artificiels.....	30
6.3. Transformation des produits forestiers.....	31
6.4. Production de plants forestiers.....	31
6.5. L'agroforesterie.....	31
6.6. Contraintes et perspectives.....	32

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT	33
7.1. Industrie.....	33
7.2. Artisanat	33
7.3. Contraintes, potentialités et perspectives.....	34
CHAPITRE VIII : GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS.....	35
8.1. Mines.....	35
8.2. Disponibilité des matériaux de construction.....	35
8.3. Contraintes, potentialités et perspectives.....	35
CHAPITRE IX : ENERGIE	36
9.1. Energie hydroélectrique.....	36
9.2. Le bois de chauffe et le charbon (combustibles ligneux).....	36
9.3. Produits pétroliers.....	36
9.4. Contraintes, potentialités et perspectives.....	37
CHAPITRE X : COMMERCE ET SERVICE.....	38
10.1. Commerce.....	38
10.2. Transport et communication.....	39
10.3. Tourisme et hôtellerie.....	41
10.4. Institutions financières.....	41
CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE.....	42
11.1. Action sociale.....	42
11.2. Réintégration, Réinsertion et Réhabilitation.....	45
11.3. Habitat.....	48
CHAPITRE XII : SANTE	51
12.1. Données épidémiologiques	51
12.2. Médecine préventive (données sur la vaccination)	51
12.3. Données sur le VIH de la commune.....	52
12.4. La médecine traditionnelle	52
12.5. Situation des infrastructures sanitaires	52
12.6. Ressources humaines	54
12.7. Contraintes, potentialités et perspectives.....	54
12.8. Approvisionnement en eau.....	55
CHAPITRE XIII : EDUCATION.....	57
13.1. Généralités	57
13.2.Enseignement formel	57
13.3.Enseignement informel.....	58
13.4.Localisation géographique et état des écoles.....	60
13.5.Intervenants.....	62
13.6.Principales contraintes et actions à mener.....	62

CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE	63
14.1. Situation de la jeunesse	63
14.2. Sport	63
14.3. Patrimoine culturel.....	63
14.4. Intervenants.....	64
14.5 Contraintes et action à mener.....	64
CHAPITRE XV : JUSTICE.....	65
15.1. Généralités	65
15.2. Performance du service judiciaire de la commune.....	65
15.3. Situation des infrastructures et équipements.....	65
15.4. De la justice gracieuse.....	66
15.5. Intervenants.....	66
15.6. Contraintes et perspectives	66
CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT...	67
16.1. Facteurs favorables au développement.....	67
16.2. Contraintes au développement	68
16.3. Stratégies et actions à mener.....	70
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	79
BIBLIOGRAPHIE.....	82
ANNEXE	84

ABREVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim
AFVP	Association Française des Volontaires du Progrès
AIV	Aide Infirmier Vétérinaire
ARP	Australian Relief Program
ARV	Anti Retro Viraux
BDD	Bureau Diocésain de Développement
BF	Bornes Fontaines
CCARS	Comité Communal d'Accueil et de Réinstallation des sinistrés
CDF	Centre de Développement Familial
CEPBU	Comité des Eglises Pentecôtes du Burundi
CNLS	Conseil National de Lutte contre le Sida
CNRS	Conseil National de Réinsertion des Sinistrés
CODEC	Coopérative d'épargne et de Crédit
COGERCO	Compagnie de Gérance du Coton
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CPLS	Comité Provincial de Lutte contre le Sida
CRE	Crédit de Relance Economique
CRS	Catholic Relief Services
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAPA	Projet de Développement Aquaculture et Pêche Artisanale
DGHER	Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
DGGM	Direction Générale de la Géologie et des Mines
DGVA	Direction Générale de la Vulgarisation Agricole
DND	Données Non Disponibles
DPEA	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPE	Direction Provinciale de l'Enseignement
EP	Ecole Primaire
EPVA	Encadrement des Personnes Vulnérables en Afrique
FAO	Food and Agriculture Organization
FBBR	Fond Belgo-Burundais de Réemplois
FED	Fond Européen de Développement
FNG	Fond National de Garantie
FOSIP	Fond de Soutien à l'Investissement Privé
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HR&MLC	Habitat Rural et Matériaux Locaux de Construction

IEC	Information Education et Communication
IFES	International Found for Election System
INCEN	Institut National pour la Conservation de l'Environnement et de la Nature
I.O	Infection Opportuniste
ISABU	Institut des Sciences Agronomique du Burundi
MININTER	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
MPDRN	Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MRAC	Musée Royale de l'Afrique Centrale (Belgique)
MRRDR	Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MST	Maladies Sexuellement Transmissibles
Nbre	Nombre
OCIBU	Office de Culture Industrielle du Burundi
OHP	Office de l'Huile de palme
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OTB	Office du Thé du Burundi
ONG	Organisation Non Gouvernementale.
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARESI	Projet d'Appui à la Réinsertion des Sinistrés
PATSIBU	Programme d'Appui Transitoire à la Santé au Burundi (FED)
PEV	Programme Elargie de Vaccination
PNK	Parc Nationale de la Kibira
PRASAB	Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi.
PVVS	Personnes Vivant le VIH/SIDA
PREBU	Programme de Réhabilitation du Burundi
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'appui à la Planification Locale et au Renforcement des
PTPCE	Projet de Travaux Publics et de Création d'Emploi
PTME	Prévention de la Transmission du VIH/Sida de la Mère à l'Enfant
PSI	Population, Santé et Information
RAFIGI	Rassemblement des Femmes Instruites de Gihanga
RBP ⁺	Réseau Burundais des Personnes vivant avec le VIH/Sida
RCE	Régie Communale de l'Eau
RDC	République Démocratique du Congo

RN	Route Nationale
SOGESTAL	Société de Gestion des Station de Lavage du Café
SRD	Société Régionale de Développement
SRDI	Société Régionale de Développement de l'Imbo
SPPL	Sous Programme Planification Locale
TPS	Technicien de Promotion de Santé
TPO	Transcultural Psychosocial Organisation
UNICEF	United Nations Infant & Children Found
UPP :	Unité de Planification de la Population
USAID	United States for Action International Development
UPRONA	Union Pour le Progrès National

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune de Mpanda.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE.

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Mpanda est située au Sud de la province Bubanza. Elle a une superficie de 125,5 km² soit 11 % de la province (1.089 km²) et 0,45 % du pays (27.834 km²).

Au Nord-Ouest, elle est frontalière avec la commune Bubanza ; au Nord-Est avec la commune Musigati ; à l'Est avec la commune Rugazi ; à l'Ouest avec la commune Gihanga et au Sud avec la commune Mutimbuzi (Province Bujumbura – Rural).

Elle chevauche entre deux régions naturelles : une grande partie se trouvant dans la région naturelle du Mumirwa à l'Est et une autre partie dans la région naturelle de l'Imbo à l'Ouest et se caractérise ainsi par des terrains avec des structures différentes, des précipitations moyenne comprises entre 1.200 et 1.500 mm³, une altitude moyenne de 1.500 m, une température moyenne se situant entre 20 et 27° C et des populations tendanciennes des deux régions naturelles.

Son *climat* se caractérise par des températures relativement élevées à l'Ouest (la partie de l'Imbo) et des températures relativement moyennes à l'Est (dans la partie du Mumirwa).

La commune Mpanda connaît deux grandes saisons, la saison pluvieuse de septembre à mai et la saison sèche de mai au début septembre ou fin septembre selon les moments. Cette dernière saison survient parfois précocement et la pluie aussi n'est pas équitablement répartie.

Quand à l'*hydrographie*, la commune est traversée par 3 grandes rivières à savoir la rivière Mpanda, la rivière Musenyi et la rivière Gifugwe auxquelles s'ajoutent d'autres ruisseaux comme Kidweberi et Kazirabagore. La commune Mpanda a un relief constitué de plaine à l'Ouest et l'escarpement à l'Est.

La *végétation* est de type savane avec des galeries ou des lambeaux forestiers très secondarisés. La *faune* y est pauvre.

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

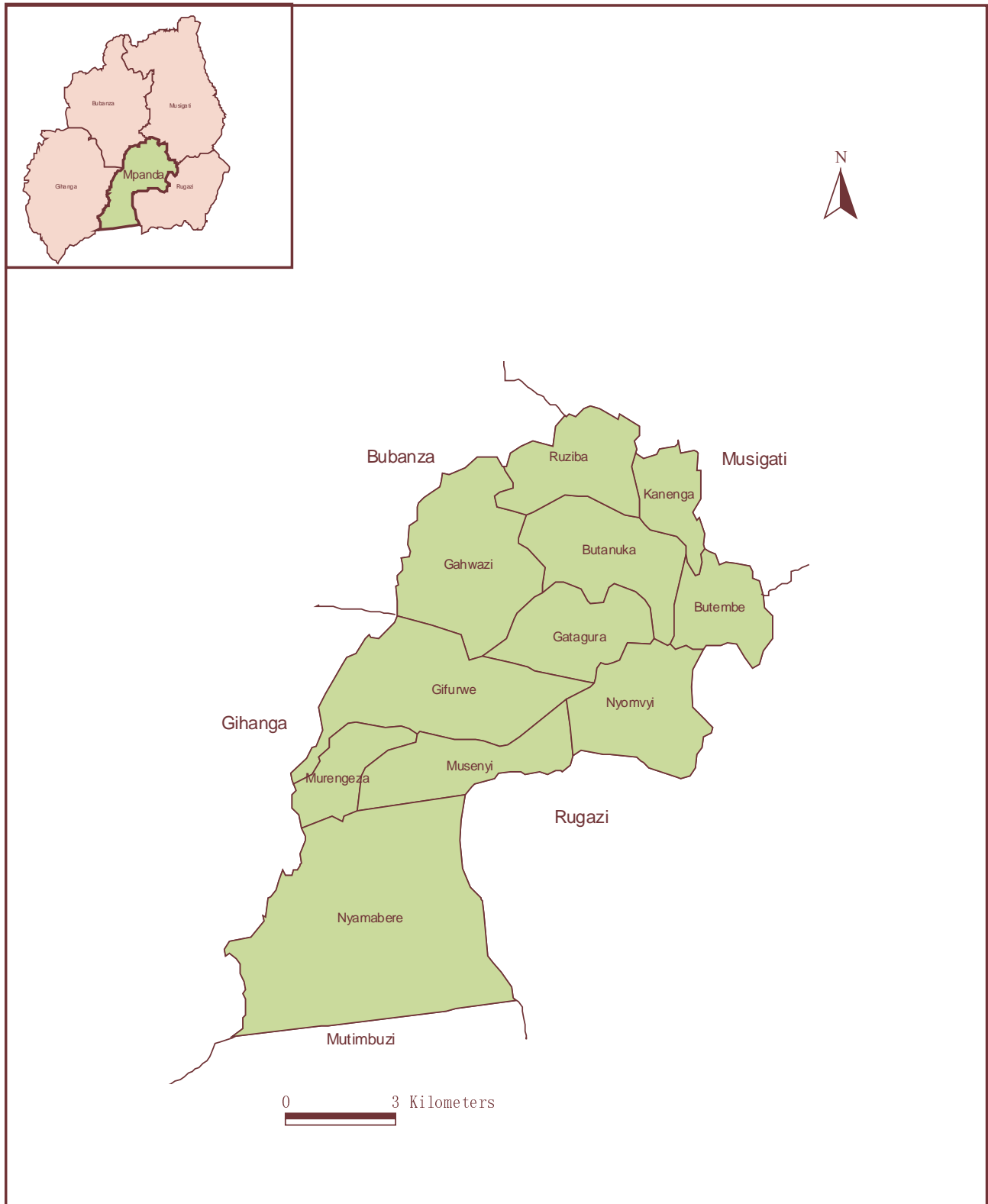
La commune de Mpanda est subdivisée en 2 zones administratives, subdivisées à leur tour en 15 collines réparties comme suit:

Tableau 1.1. Découpage administratif de la commune Mpanda

Zones	Collines de recensement
Butanuka	Butanuka Butembe Gahwazi I Gahwazi II Gatagura Kanenga Nyomvyi I Nyomvyi II Ruziba
Musenyi	Gifurwe Murengeza Musenyi Nyamabere I Nyamabere II Rugenge

Source : MININTER / IFES – USAID décembre 2005

Carte 1 : Découpage administratif de la commune



CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE.

2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE

La population totale de la Commune Mpanda est estimée à 51.994 habitants (hommes 26.322 soit 50.6 % et femmes 25.672 ; soit 49.4 %) répartie sur une superficie totale de 125.5 km².

- La densité de la Commune Mpanda est de 414 hab/km²
- La densité de la Province est de 323 hab/km²
- La densité nationale est de 259 hab/km².

La densité de la commune Mpanda est supérieure à la densité nationale et à la densité de la province de Bubanza.

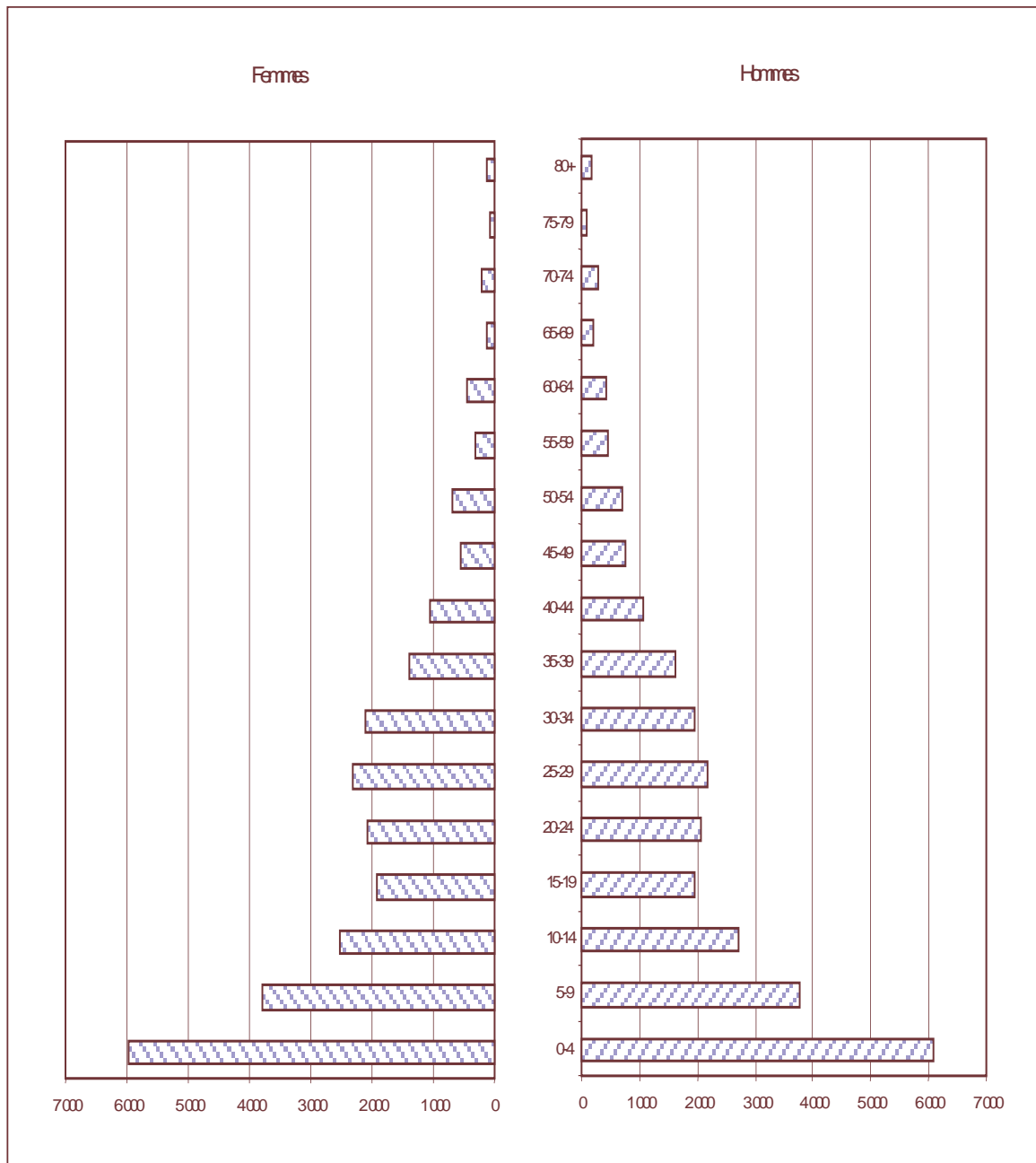
Tableau 2.1. Population par tranches d'âges et par sexe de la commune Mpanda (2005)

Groupes d'âges	Hommes	Femmes	Total
0-4	6.066	5.961	12.027
5-9	3.751	3.794	7.545
10-14	2.705	2.521	5.226
15-19	1.949	1.910	3.859
20-24	2.052	2.067	4.119
25-29	2.167	2.320	4.487
30-34	1.952	2.111	4.063
35-39	1.607	1.396	3.003
40-44	1.060	1.054	2.114
45-49	756	557	1.313
50-54	685	683	1.368
55-59	445	315	760
60-64	415	441	856
65-69	184	133	317
70-74	269	208	477
75-79	84	66	150
80+	175	135	310
Total	26.322	25.672	51.994

Source : MININTER, Département de la Population.

La population de la Commune Mpanda est très jeune. En effet, la tranche d'âge de 0 à 24 ans représente en effet 63 % de la population totale de la commune. Cependant, la pyramide des âges présente une base très large.

Pyramide des âges de la population de la commune Mpanda en 2005



2.2. EVOLUTION DE LA POPULATION

En 2005, la population de la commune est estimée à 51994 habitants. Les projections sur l'évolution de la population de la commune indiquent que la population de la commune Mpanda sera d'environ 59274 habitants, soit une croissance de 14 %.

Tableau 2.2: Projection de l'évolution de la population

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
1. Bubanza	89.074	92.040	95.105	98.272	101.545	104.926	108.420	112.030
2. Gihanga	47.570	49.113	50.748	52.438	54.184	55.889	57.853	59.780
3. Mpanda	48.697	50.319	51.994	53.726	55.515	57.363	59.274	59.274
4. Musigati	85.894	88.754	91.710	94.764	97.919	101.180	104.549	108.031
5. Rugazi	58.291	60.232	62.238	64.310	66.452	68.665	70.951	73.314
Total province	329.526	340.499	351.836	363.554	375.660	388.170	401.096	414.452

Source : Département de la population

CHAPITRE III : AGRICULTURE

Toutes les activités agricoles sont pratiquées par les paysans selon les méthodes traditionnelles, non améliorées et caractérisées par l’emblavement de petites superficies (± 35 ares), l’utilisation d’outils rudimentaires, la carence chronologique en intrants améliorés et par l’utilisation d’une main d’œuvre essentiellement familiale. Il en résulte des rendements généralement faibles ainsi qu’une production qui génère peu de revenus.

Les spéculations agricoles sont regroupées en cultures vivrières, industrielles, maraîchères et fruitières.

3.1. SPECULATIONS AGRICOLES

3.1.1 Cultures vivrières

Selon la DPAE/Bubanza, les principales cultures vivrières de la commune sont : le haricot, le riz, manioc, bananier, maïs, patate douce.

D’autres cultures vivrières sont également exploitées à Mpanda, mais à faible échelle. Il s’agit de la courge, de l’arachide, de la colocase. La faiblesse de leur niveau de production ne nécessite pas encore une analyse approfondie dans le cadre d’une stratégie pour la sécurité alimentaire.

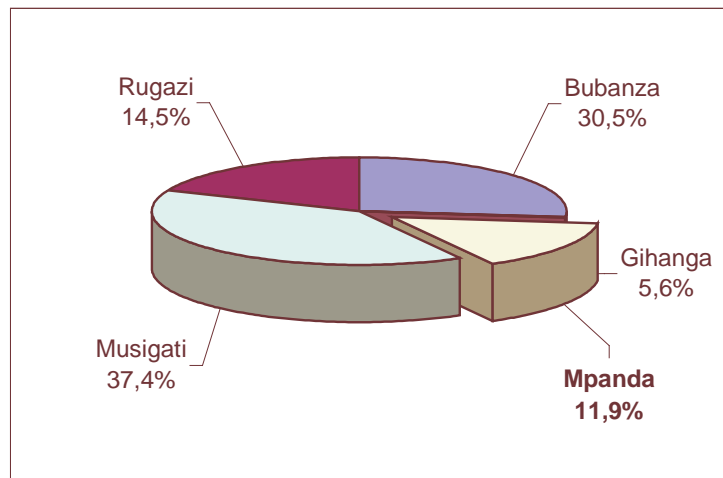
Tableau 3.1 : Production moyenne des cultures par commune (2001-2005)/Tonnes

Commune	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Production moyenne annuelle
Bubanza	58.149	19.637	2.094	41.647	6.423	0	6.103	134.053
Gihanga	91	121	1.200	1.130	4451	0	17.667	24.660
Mpanda	32644	216	1.075	10.092	683	0	7809	52.519
Musigati	85778	19.035	1.580	56.647	307	1152	25	164524
Rugazi	40.477	11.660	1.026	9.411	629	300	258	63.761
Province	217.139	50.669	6.975	118.927	12493	1.452	31.862	439.517
Proportion	49,4	11,5	1,6	27	3	0,3	7,2	100
Classement	1e	3e	6e	2e	5e	7e	4e	

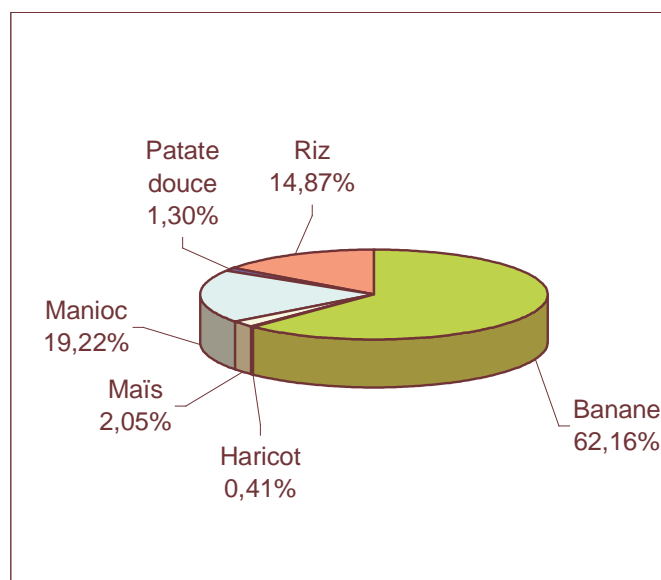
Source : DPAE Bubanza

Concernant la production relative des vivriers, la commune de Mpanda a produit, en 5 ans, une moyenne de 52519 tonnes, soit 11,9% de la production de toute la province sur la même période (439517 tonnes). Mpanda est ainsi l'avant dernière (quatrième) commune productrice des vivriers dans la province.

Graphique 1 : Productions des cultures vivrières de la commune Mpanda comparées aux productions des autres communes en %



Graphique 2 : Importance relative des cultures vivrières par rapport à la production globale de la commune



En considérant le volume de production de chaque vivrier, la banane vient largement en tête avec 62% de la production totale, suit le manioc avec 19,2%, le riz est 3^e avec 14,8%, le maïs est 4^e avec 2% du volume total de la production chacun, la patate douce et le haricot sont respectivement 5^e et 6^e avec 1,3% et 0,4% de la production totale des vivriers de la commune.

Tableau 3.2. Evolution de la production des cultures vivrières de 2001-2005 en tonnes

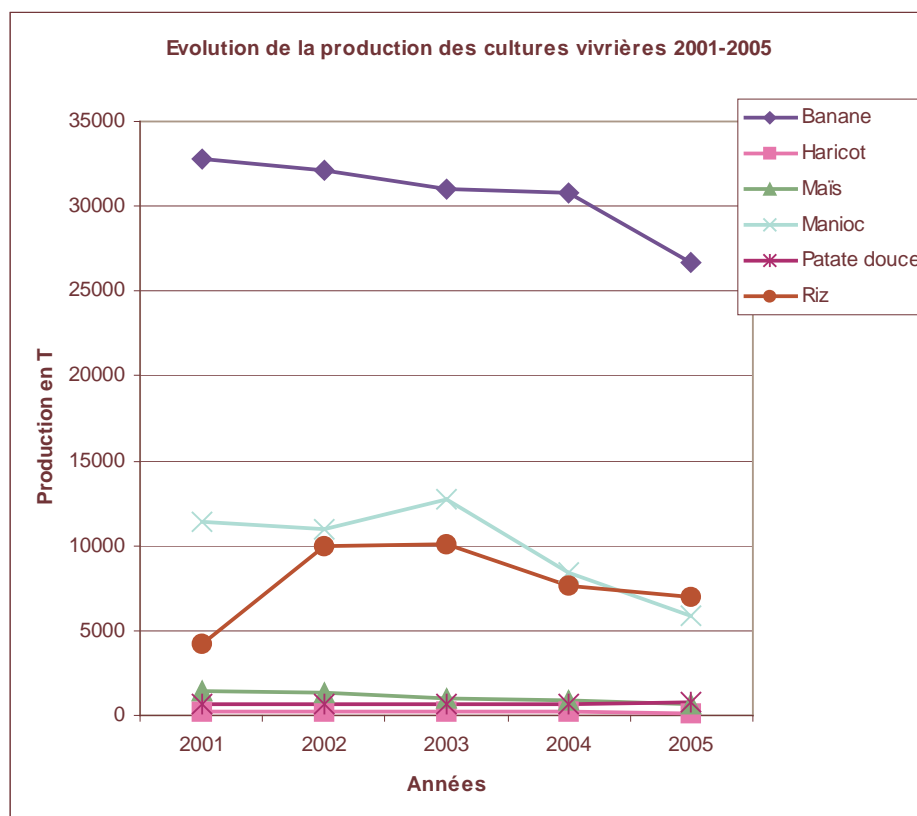
Commune Mpanda

Années Cultures	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moy	Prop en %	Classement en 2005
Banane	32784	32091	30996	30764	26688	30644	62	1ère
Haricot	256	240	224	201	161	216	0.4	6ème
Maïs	1.386	1.336	1.025	924	703	1.075	2	4ème
Manioc	11.400	11.000	12.750	8.450	5.860	10.092	19.2	2ème
Patate douce	650	658	660	704	741	683	1.3	5 ^{ème}
Riz	4170	10008	10119	7603	6947	7809	14.8	3ème
Prod . Tot.	50.646	55.333	53.035	46.513	41.100	50.519	100	

Source : DPAAE / Bubanza Mars 2006

Graphique 3: Evolution des productions moyennes des cultures vivrières de la commune

Mpanda (2001-2005)



Banane

Sur le plan provincial, Mpanda est **la troisième** commune productrice de la Banane, avec une contribution annuelle de 32644 tonnes, soit 15% de la production totale de la banane de la province.

Dans la commune, la Banane vient en tête (première) avec une contribution annuelle de 62% dans la production totale des vivriers de la commune (Cfr. fig.1).

La production de la banane a connu une chute de 6096 tonnes entre 2001 et 2005, soit 18.6%. Cette chute est justifiée par l'attaque de la banane par la fularisirose ou la maladie de Panama.

La banane est cultivée sur toute l'étendue de la commune et est consommée bouillie, grillée ou frite. La variété à bière, la plus abondante, sert à la fabrication des bières indigènes appelées « Urwagwa » et « Insongo ».

a) Manioc

Mpanda est **la troisième** commune productrice du manioc avec une contribution annuelle de 10092 tonnes, soit 8,4% de la production totale du manioc de la province.

Dans la commune, le manioc occupe la deuxième place avec une contribution annuelle de 19.2% dans la production totale des vivriers de la commune (Cfr. fig.1).

Le manioc a connu une chute de 5540 Tonnes entre 2001 et 2005. Cette chute est justifiée par l'attaque du manioc par la « Mosaïque » ou « Cassava Mosaic Disease (CMD), une maladie virale qui attaque ses feuilles en perturbant le processus de la photosynthèse.

Le manioc constitue un des aliments de base de la population. Il est cultivé dans toute la province de Bubanza et bien sur dans toutes les collines de la commune Mpanda.

La plus grande partie de sa production est auto-consommée par les producteurs sous forme de pâte (bugali), avec le haricot, les feuilles de manioc (isombe), le poisson (Ndagala, Mukeke) et la viande. Une autre partie de la production est vendue sur les marchés locaux et à Bujumbura.

c) Riz

La commune Mpanda produit annuellement 7809 tonnes de haricot. Ce qui représente 24.5% de la production totale du riz de la province. Cette situation place la commune Mpanda en deuxième position quant à la production totale du riz de la province.

Le riz occupe la troisième place au point de vue importance dans la production totale des vivriers de la commune avec une contribution annuelle de 14.8%.

La production du riz a connu une augmentation de 2777 tonnes, soit 66.6% entre 2001 et 2005.

La Riziculture irriguée est pratiquée dans la partie plaine de la Commune (Zone Musenyi) sur une superficie de plus ou moins 563 Ha : Kidwebezi, Nyamabere et Kabamba. La riziculture dans ce périmètre est encadrée par la SRD Imbo. Le rendement par hectare dans ce périmètre varie de 3,5 à 5 tonnes par récolte. La riziculture est également pratiquée à faible échelle dans quelques marais, de dimensions moindres, de la commune.

d) Maïs

Le maïs, avec 1075 tonnes par an soit 15.4%, place Mpanda en quatrième position dans la production totale du maïs provincial.

Il est également la quatrième culture au point de vue de la production des cultures vivrières de la commune avec une production moyenne annuelle de 2% de la production communale.

Cette denrée a également connu une décroissance à cause de la sécheresse des dernières années. La production du maïs a chuté de 683 tonnes entre 2001 et 2005.

Il est souvent cultivé en association avec le manioc et le haricot. Bien que la production soit souvent élevée lorsque le climat est clément, le maïs ne constitue pas un aliment de base pour les habitants de la commune. Il est consommé sous forme de fruit, épis frais bouilli ou grillé. Le gros de la production est écoulé sur le marché.

e) Patate douce

Mpanda est la troisième commune productrice de la patate douce de la province avec sa production moyenne annuelle de 683 tonnes. Cette commune contribue à hauteur de 5.5% dans la production totale de la patate douce de la province.

La patate douce occupe la cinquième place au point de vue importance dans la production totale des vivriers de la commune avec une contribution annuelle minimale de 1.3 %.

La production de la patate douce a connu une augmentation de 91 tonnes entre 2001 et 2005. Elle est utilisée comme aliment de soudure entre les récoltes des saisons B et A de l'année suivante. Cette culture est peu exigeante au point de vue du climat, du sol et de l'entretien. Elle est appréciée par les agriculteurs pour la facilité de sa culture et la durée relativement courte de son cycle végétatif mais aussi en raison du déficit hydrique que connaît la région.

Les patates douces sont bouillies avec le haricot, cuites sous la cendre et même parfois grignotées crues.

f) Haricot

La commune Mpanda produit annuellement 216 tonnes de haricot. Ce qui ne représente que 0,4 % de la production totale du haricot de la province. Cette situation place la commune Mpanda en quatrième position quant à la production totale du haricot de la province.

Le haricot est la sixième culture dans la commune en terme d'importance relative.

Il contribue annuellement pour 0,4% dans la production totale des vivriers de la commune.

La production du haricot a connu une chute de 95 tonnes entre 2001 et 2005.

Cette légumineuse est considérée comme l'aliment de base du pays car elle est utilisée dans la quasi-totalité des ménages comme source de protéines. Il est toujours accompagné avec le manioc, la patate douce, le riz et parfois avec la banane.

3.1.2. Cultures industrielles

Seule la caféiculture est pratiquée dans la commune comme culture industrielle.

Le caféier est cultivé dans toutes les collines de la commune situées dans le Mumirwa. Les caféiculteurs sont encadrés par la DPAE avec l'appui de la SOGESTAL Mumirwa et de l'OCIBU. Les cerises sont vendues aux stations de dépulpage tandis que le café sec est vendu aux commerçants du marché Musenyi.

Cependant, suite à la crise, les stations de dépulpage lavage ne sont pas fonctionnelles et il n'y a pas moyens d'avoir les données chiffrées.

La canne à sucre et l'ananas sont produits par beaucoup de ménages et en quantité non négligeable. Toutefois, il n'y a ni dans la commune, ni dans la province aucune structure d'encadrement de ces cultures qui constituent néanmoins une source de revenu importante pour les ménages ruraux de la Commune.

3.1.3. Cultures maraîchères

Les cultures maraîchères pratiquées sont : la tomate, aubergine, choux, oignon, poivron, haricot vert, courgettes, carotte.

Ces cultures maraîchères s'exploitent à petite échelle dans la commune suite aux intrants y relatifs qui sont disponibles en quantité très réduite (engrais, pesticides et semences).

Tableau 3.5. : Evolution de la production des cultures maraîchères de 2003 à 2005 dans la Commune Mpanda

Cultures	Production 2003 (en kg)	Production 2004 (en kg)	Production 2005 (en kg)	Production Totale	Production moyenne
Oignons	1.000	453	453	1.906	635,3
Choux	2.243	1.236,5	1.506,3	4.985,8	1.661,9
Aubergines	1.321	956	936	3.213	1.071
Poivrons	1.620	804	804	3.228	1.076
Concombres	400	321	352	1.073	357,6
Total Production	6.584	3.770,5	4.051,3	14.405,8	4.801,8

Source : DPAE / Bubanza Mars 2006

L'année 2003 n'a pas connu trop de perturbations climatiques que les années 2004 et 2005, les gens se sont adonnés aux activités champêtres et les maladies fongiques chez l'aubergine n'avaient pas encore pris l'allure actuelle.

3.1.4. Cultures fruitières

Ce sont les manguiers, avocats, papayers, orangers, etc...

Tableau3.6. : Evolution des cultures fruitières de 2003 à 2005 dans la commune Mpanda

Cultures	Production 2003 en tonnes	Production 2004 en tonnes	Production 2005 en tonnes	Production Totale	Production moyenne
Orangers	221	178	178	577	192,3
Citronniers	100,8	107,9	107,9	316,4	105,4
Avocats	109	121	121	351	117
Manguiers	79,6	85,9	85,9	251,4	83,8
Total Production	510,4	492,8	492,8	1.496	498,6

Source : DPAE / Bubanza Mars 2006

Tous les fruitiers dont dispose la commune sont vieux de beaucoup d'années et sont en nombre très réduit. Il serait souhaitable que les plants nouveaux issus du greffage soient disponibilisés pour l'extension et le renouvellement de ce type de culture.

3.2. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de production sont essentiellement la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (semences améliorées, fertilisants, produits phytosanitaires, ...). Mais aussi l'encadrement technique des agriculteurs (vulgarisation agricole) et le financement des activités agricoles (crédits).

3.2.1. Disponibilité des terres

Dans la Commune Mpanda, l'atomisation des terres est un véritable problème suite à une forte densité de la population. La commune compte 4 petits marais d'une superficie totale de 25 ha dont 16 sont aménagés.

Tableau 3.3. : Situation des marais de la commune Mpanda

Marais	superficies total (ha)	superficial aménageable (ha)	Superficies aménagée
Musenyi	5	5	0
Gifurwe	4	4	0
Kabere	4	4	4
Kidwebezi	12	12	12
Total	25	25	16

Source : DPAAE / Bubanza

3.2.2. Main d'œuvre

Excepté la riziculture irriguée, la main d'œuvre utilisée dans l'agriculture est pratiquement familiale et non rémunérée. Pour la riziculture, en plus de la main d'œuvre familiale, on utilise également celle rémunérée.

Pour la riziculture de montagne, la main d'œuvre est essentiellement familiale en raison de la faible importance des superficies cultivées.

3.2.3. Intrants agricoles

3.2.3. 1. Les semences et boutures

Les besoins en semences et boutures de la commune demeurent toujours insatisfaits. Les semences et boutures améliorées font défaut. Les agriculteurs recourent aux semences tout venant et souvent dégénérées.

Cette situation est due aux difficultés financières et de fonctionnement que connaît la DPAAE, jadis commise aux tâches de multiplication et de distribution des semences ;

Il faut cependant signaler la présence de 3 associations productrices des semences dans toute la commune encadrées par l'ONG ACF et quelques associations ou privés individuels multiplicateurs de semences encadrés par la DPAAE avec les semences et autres intrants fournis par la FAO.

3.2.3.2. Engrais et produits phytosanitaires

Bien que les besoins en ces intrants soient réels pour restituer la fertilité et lutter contre les attaques des insectes et les maladies des cultures, leur utilisation n'est pas courante dans la commune et dans toute la province.

3.2.4. Encadrement technique (vulgarisation agricole)

Il n'existe qu'un seul agronome communal pour toute la commune ; le corps des assistants collinaires (moniteurs agricoles) ayant été supprimé.

Cet unique agronome ne bénéficie pas des formations en techniques d'encadrement, des moyens matériels (papier, outils tels que la chaîne d'arpenteur) ni encore moins d'un moyen de déplacement pour parcourir toute la commune.

En 2005, le PRASAB avait mis à la disposition de chaque agronome communal un moyen de déplacement mais ce dernier est vite tombé en panne et n'a pas été réparé.

3.2.5. Financement des activités agricoles

Il n'y a aucune structure de financement des activités agricoles dans la commune. Les cultivateurs, sauf les riziculteurs du périmètre de la SRD Imbo, recourent à leur propre moyen ou aux crédits leur octroyés par des commerçants à de forts taux d'intérêts.

Les riziculteurs encadrés par la SRD Imbo reçoivent des crédits en nature (intrants) et en espèce (crédits BNDE)

3.3. INFRASTRUCTURES AGRICOLES

La commune ne dispose que 4 infrastructures de stockage uniquement dont :

1 stock pour la DPAE

3 stocks pour la SRDI

1 stock pour la SOGESTAL

3.4. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

a) Contraintes

Le secteur de l'agriculture dans la commune Mpanda connaît des problèmes tels que :

- le manque du personnel suffisant jusqu'aux collines de recensement pour renforcer l'encadrement.
- le manque de moyens de déplacement pour honorer les rendez-vous fixés entre les exploitants agricoles et les techniciens encadreurs.
- le manque d'intrants agricoles (engrais, pesticides et semences améliorées) au niveau des populations agricoles.
- les perturbations climatiques qui laissent les champs nus sans récoltes escomptées et les maladies et ravageurs innombrables
- l'érosion forte suite au manque de dispositifs anti-érosifs

b) Potentialités

- sols arables, surtout les marais sont fertiles ;
- les aires libres sont vastes

c) Actions à mener

- Installation des courbes de niveau et toute sorte de dispositifs anti-érosifs pour limiter l'érosion
- Mise en valeur des portions de marais dont dispose la commune ;
- Reboiser toutes les aires libres systématiquement pour garder l'équilibre agro-écologique ;
- Introduire et vulgariser des cultures précoces et tolérantes au stress hydrique ;
- Introduire les variétés qui résistent aux maladies (mosaïques du manioc, banchy-top, flétrissement bactérien et bien d'autres maladies surtout virales).

CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage pratiqué dans la commune est du type traditionnel et constitué des bovins, caprins, ovins et de la volaille.

La grande majorité des animaux présents dans les collines de Mpanda sont de la race locale « Ankolé » pour les bovins. Ces animaux bénéficient rarement de soins de santé de base ni d'un supplément alimentaire.

Toutefois, 2 éleveurs de la commune ont bénéficié de 2 géniteurs de race moderne distribués par la FAO via la DPAE qu'ils élèvent de façon moderne.

4.1. SITUATION DES EFFECTIFS DU CHEPTEL

Tableau 4.1 : Situation du cheptel en Province Bubanza (2005)

Commune	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Total
Bubanza	1.414	590	24.967	9.615	16.042	52.628
Gihanga	18.837	447	11.663	1.150	7.111	39.208
Mpanda	490	49	8.811	965	26.561	36.876
Musigati	592	1.056	8.426	2.474	8.450	20.998
Rugazi	426	77	2.687	860	3.885	7.935
Province	21.759	2.219	56.554	15.064	62.049	157.645

Source : DPAE Bubanza

Le tableau montre que la commune Mpanda enregistre en 2005, 36876 têtes de bétail sur 157645 têtes que comptent toute la province, soit 23,4%. Ainsi la commune occupe la 3^{ème} place en terme de l'importance numérique du cheptel.

Elle vient en tête pour les gallinacés avec 26561 unités, soit 43% de toutes les poules de la province. Elle occupe la 3^e place pour les caprins avec 8811 têtes, soit 15.6% des caprins de toute la province.

Elle occupe l'avant dernière place pour les bovins avec 490 têtes, soit 2.25% de toutes les vaches de la province. Elle est également 4^e pour les porcins avec 965 têtes, soit 6.4% de tous les porcins de la province.

Elle est dernière pour les ovins avec 49 têtes, soit 2.2% des effectifs ovins de toute la province.

Graphique 4 : Importance numérique des espèces animales comparées par commune en %

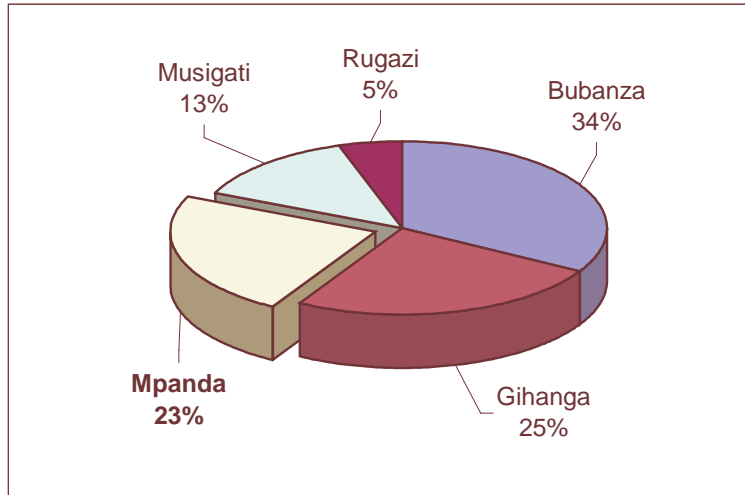


Tableau 4.2 : Evolution des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune

Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Augmentation	Prop. (%)	Classement (2005)
Bovins	236	293	452	530	490	254	107.6	4 ^e
Ovins	12	14	122	49	49	37	308.3	5 ^e
Caprins	305	561	1.429	8.811	8.811	8.506	2.788.8	2 ^e
Porcins	210	1.105	2.164	965	965	755	359.5	3 ^e
Volailles	408	2.000	2.853	26.561	26.561	26.153	6410	1 ^e
Total	1.171	3.973	7.020	36.916	36.876	35.705	3.049	

Source : DPAE Bubanza / Mars 2006

Le tableau montre que de 2001 à 2005, les effectifs du bétail ont accru globalement de 3049%. Sur les 5 ans, les effectifs caprins ont augmenté de 2789%, les porcins de 359.5%, les ovins de 308.3%, les bovins de 107.6% et les gallinacés de 6410%.

En considérant l'année 2005, l'importance numérique des espèces dans la commune se présente comme suit :

1^{er} : Caprins avec 8811 têtes, soit 23.9% ;

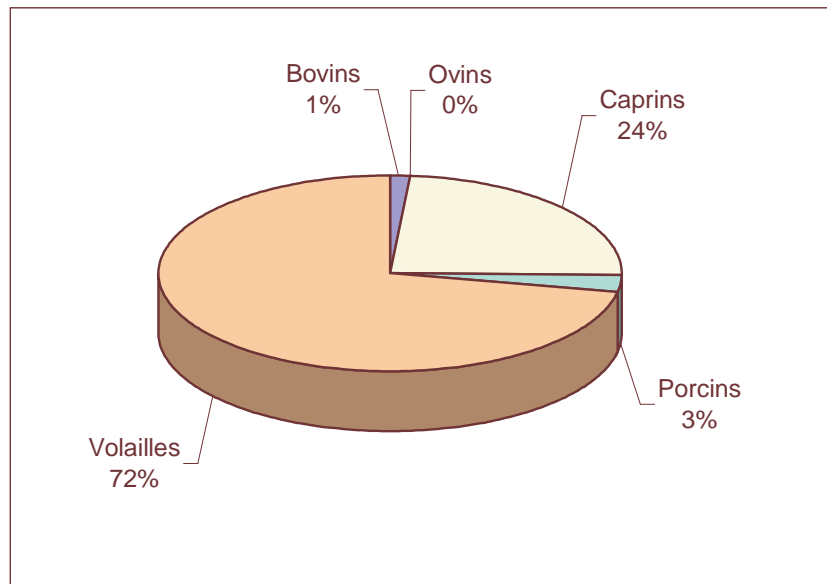
2^e : Gallinacés : 26561 têtes, soit 72%

3^e : Porcins : 965 têtes, soit 2.6%

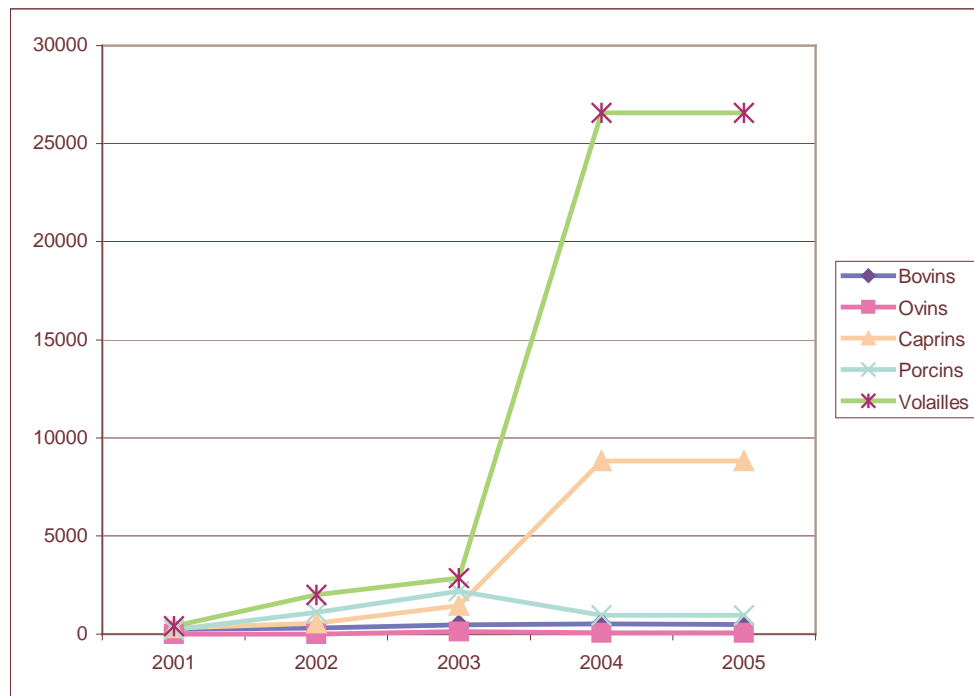
4^e : Bovins : 490 têtes, soit 1.3%

5^e : Ovins : 49 têtes, soit 0.13 %

Graphique 5 : Importance numérique relative des espèces animales dans la commune en %



Graphique 6 : Evolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005



4.2. TYPES D'ELEVAGE ET EFFECTIFS PAR ESPECE

4.2.1 : Elevage de Bovin

L'élevage du bovin est de type extensif, ce type d'élevage est le moins important de la Commune (avant dernier) par son effectif faible à cause de la crise qui a raflé tout le troupeau. Les éleveurs nourrissent leurs troupeaux essentiellement par le pâturage naturel. Le cheptel bovin compte 490 têtes en 2005 race locale et améliorée confondue soit 1.3 % du cheptel de la Commune.

Dans la province, la commune vient en 4^e lieu avec 2.25% de tous les bovins de la province. Pendant les 5 ans, les bovins ont augmenté de 254 têtes, soit 107.6%. Cela a été possible grâce au retour de la sécurité qui a permis un repeuplement naturel du cheptel.

4.2.2 : Elevage des Caprins

Ils sont plus rependus dans toutes les collines de la Commune. Ils se nourrissent de l'herbe verte, écorce, etc.... qu'ils rencontrent sur leur passage. En 2005, son effectif est de 8811 têtes et représentent 23.9 % du cheptel de la Commune et occupent ainsi la 2^e place dans le cheptel de la commune. Ils se reproduisent très rapidement. La période de gestation est courte et ils mettent souvent bas des doublées ou triplées.

La commune vient en 3^e position dans la province quant aux effectifs des caprins avec 8811 unités, soit 15.6% de tous les caprins de la Province.

De 2001 à 2005, les caprins ont augmenté en effectif de 8506 têtes, soit 2789% aussi en raison du retour de la sécurité.

4.2.3 : Elevage des Ovins

Les ovins accompagnent très souvent les troupeaux de gros bétail. En 2005, il y a dans la commune 49 têtes d'ovins. Ils représentent ainsi 0.13% du poids des effectifs de la commune, toutes espèces confondues. La commune est dernière dans l'élevage des ovins avec 49 têtes, soit 2.2% de tous les ovins de la province.

De 2001 à 2005, les effectifs des ovins ont augmenté de 37 têtes, soit 308.3%.

4.2.4 : Elevage Porcin

Les porcins sont exploités en système extensif ou en semi-stabulation. Ils sont nourris des sous produits de l'exploitation agricole et des restes de cuisine. Leur importance dans l'effectif total du cheptel de la Commune est remarquable. Ils se reproduisent très rapidement parce qu'ils mettent bas plusieurs petits porcins en une seule fois.

En 2005, les effectifs porcins s'élèvent à 965 têtes, soit 2.6 % des effectifs de la commune tout espèces confondus et occupe ainsi la 3^e place. Dans la Province, la commune est 4^e avant Rugazi avec 965 têtes, soit 6.4% des porcins de toute la province.

De 2001 à 2005, les porcins ont augmenté de 755 en effectif, soit 359.5%.

4.2.5. Elevage de gallinacés

La race la plus rependue dans les ménages ruraux est la race locale, traditionnelle. Elle est rustique, de petite taille et n'est pas plus productive.

En 2005, l'on compte dans la commune 26561 volailles. Cet élevage occupe ainsi la 1^e place dans la commune avec 72% des effectifs du cheptel, toutes espèces confondues.

Dans toute la province, elle occupe le 1^e rang avec 43% de toutes les volailles de la province.

Sur les 5 ans, les volailles ont augmenté de 26153 têtes, soit 6410 %.

4.3. SANTE ANIMALE

4.3.1. Les principales maladies.

Le manque des produits vétérinaires, d'équipements adéquats, du personnel qualifié ainsi que l'absence de traitement tant préventif que curatif concourent à l'éclosion des foyers des maladies à travers les élevages de la commune.

Selon le vétérinaire communal, les principales maladies rencontrées dans la commune sont des maladies parasitaires et virales.

a) Les maladies parasitaires.

Il s'agit plus particulièrement des parasitoses sanguines et des verminoses.

Les parasitoses sanguines sont considérées comme la principale source de la morbidité du bétail. On distingue parmi elles deux groupes :

- Les maladies transmises par les tiques dont la plus redoutable est la Théilériose (East Coast Fever) qui demeure sans traitement efficace, ensuite la Piroplasmose, l'Anaplasmosse ainsi que la Cowdriose (Nzerera);
- Les maladies transmises par les insectes piqueurs dont la Trypanosomiase.

Les verminoses sont considérées comme les maladies les plus importantes des ruminants dans cette commune. Il s'agit de l'infestation des animaux par des vers ronds (Ascaridioses, Strongyloses) et des vers plats (Distomatoses) qui affectent toutes les espèces domestiques de la commune. Les jeunes animaux sont les plus affectés et l'effet des verminoses sur leur croissance est manifeste.

b) Les maladies virales.

La peste porcine est considérée comme la source principale de la stagnation de l'élevage de porcs dans la commune où, malgré les conditions climatiques favorables, l'introduction de porcs améliorés n'a jamais été expérimentée.

Les petits ruminants développent de temps en temps d'Ecthyma contagieux qui est la seule maladie infectieuse signalée pour ces espèces.

La pathologie de la gallinacé est dominée par la Pseudo-peste aviaire, Newcastle Disease qui cause de dégâts et pertes importantes au sein des élevages ; la vaccination contre ces maladies n'étant plus effectuée.

c) Les maladies bactériennes.

La brucellose et la tuberculose: maladies contagieuses à l'homme, elles causent des pertes énormes en élevage. Elles entraînent en effet beaucoup d'avortements.

4.3.2. Modes thérapeutiques et infrastructures zoo-sanitaires.

Il n'existe pas de traitement préventif ; les produits vétérinaires pour les soins curatifs sont très coûteux et, par conséquent, difficilement accessibles par les éleveurs.

Il n'existe aucune pharmacie vétérinaire dans la commune. Le tableau suivant donne la situation des infrastructures zoo-sanitaires.

Tableau 4.3. Infrastructures zoo-sanitaires

Infrastructures	Nombre total d'infrastructures du type		Nombre d'infrastructures en bon état de fonctionnement		Nombre d'infrastructures fonctionnelles		Motif de non fonctionnalité
	Privés	Publics	Privés	Publics	Privés	Publics	
1. Centres de santé vétérinaire	-	1 à Rugenge	-	0	-	0	Pas de médicaments
3. Couloirs d'aspersion	-	1 à Rugenge	-	1 à Rugenge	-	1 à Rugenge	
4. Pharmacies vétérinaires	-	1 à Rugenge	-	0	-	0	Pas de produits vétérinaires

Source : DPAE Bubanza / Mars 2006

- Le centre de santé vétérinaire public de la commune Mpanda est situé dans la zone Musenyi en secteur Rugenge. Il n'est pas fonctionnel parce qu'il n'y a pas de produits vétérinaires.
- Le couloir d'aspersion public a été détruit par la guerre et n'est plus fonctionnel.
- La pharmacie vétérinaire publique n'est pas fonctionnelle du fait qu'elle n'a pas de produits vétérinaires.

4.4. PRODUITS ET SOUS PRODUITS D'ELEVAGE

Le produit le plus important de l'élevage dans la commune est la viande. Les bovins et les caprins sont en général vendus sur pied mais il arrive qu'ils soient abattus pour vente. Les abattages sont importants au courant de la saison sèche surtout pour les caprins. L'abattage des caprins se fait tous les jours aux points de vente des produits BRARUDI et de la bière locale Urwarwa.

Les peaux, le lait et les œufs sont vendus comme sous-produits de l'élevage auprès des commerçants locaux et de Bujumbura.

4.5 INTERVENANTS

- Les intervenants dans l'élevage : DPAAE qui s'occupe de l'encadrement technique des groupements d'éleveurs dans différentes collines et du suivi de la chaîne de solidarité communautaire (remboursement) des animaux distribués par la FAO ;
- ACF qui distribue les caprins ;
- Personnel : 1 technicien vétérinaire et un vulgarisateur d'élevage pour toute la commune.

4.6. CONTRAINTES RENCONTREES DANS LE SECTEUR D'ELEVAGE EN COMMUNE MPANDA

1) Principales contraintes

- Manque de pharmacies et produits vétérinaires
- Manque d'encadrement causé par la suppression des aides infirmiers vétérinaires
- Manque de moyens de déplacement pour pouvoir approcher les éleveurs.
- Manque de matériel veto technique
- Insuffisance de moyens en matière de renforcement des capacités techniques et intellectuelles.

2) Potentialités/atouts

- Le climat est très favorable pour l'élevage.
- Le sous produit de la culture du riz (son) est utilisé comme supplément alimentaire en élevage.
- Les éleveurs trouvent facilement le marché pour les produits d'élevages parce que la commune est située à 25 kilomètres seulement de la ville de Bujumbura.
- Les habitants de la commune Mpanda consomment beaucoup le lait.

3) Stratégies/actions à mener

- Multiplier les pharmacies vétérinaires
- Renforcer l'encadrement
- Donner les moyens de déplacement aux techniciens d'élevage
- Multiplier les moyens en matière de renforcement des capacités techniques et intellectuelles.

CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE

5.1. PECHE :

La pêche se pratique à faible échelle dans la rivière Mpanda. Il s'agit de la pêche coutumière à la ligne. Les quantités pêchées sont négligeables et les poissons pêchés sont destinés à la consommation familiale.

Les espèces capturées sont le « tilapia » et « insomvyi ».

5.2. PISCICULTURE

Les populations de Mpanda s'intéressent aux activités piscicoles. Cette activité était encadrée par le projet DAPA mais ce dernier a fermé ses portes. La situation des étangs de la commune est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 5.1: Situation de la Pisciculture de la Commune Mpanda en 2005

Localités (collines)	Nombre d'étangs	Superficie moyenne d'un étang (en m ²)	Production annuelle en Kg	Statut			Etat	
				Public	collectivité	individuel	Fonctionnel	Non fonctionnel
Butanuka	2	16	200	-	-	2	2	0
Musenyi	4	16	500	-	-	4	4	0

Source : DPAE / Bubanza

Les étangs qui se trouvent en commune Mpanda sont au nombre de six (6). Ils sont tous fonctionnels mais en mauvais état. Deux se trouvent en zone Butanuka et 4 en zone Musenyi. L'espèce de poisson élevé est le tilapia. Les alevins sont achetés à Bujumbura et transportés dans des fûts remplis d'eau par véhicule.

Les aliments utilisés pour l'alimentation des poissons sont les restes de cuisines et les excréments provenant des animaux d'élevage (exemple : poulaillers, porcheries, chevriers ...). La production reste faible par rapport à la demande.

5.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

5.3.1. Contraintes

- aménagement des étangs non-conformes aux normes techniques ;
- méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles ;
- absence d'une structure d'encadrement technique ;
- manque de financement.

5.3.2. Potentialités

- Les aliments pour poisson sont disponibles,
- La demande croissante en poisson (habitude alimentaire de la population de la commune),
- Existence des marais et cours d'eau dans la commune.

5.3.3. Stratégies/Action à mener

- Installer des centres de formation en matière de pisciculture pour les encadreurs et autres agents de vulgarisation ;
- Installer des centres de production d'alevins de bonne qualité ;
- Implanter d'autres étangs piscicoles dans la commune.

CHAPITRE VI : FORETS

6.1. GENERALITES

L'inventaire des boisements de la commune Mpanda montre que toutes les forêts sont en voie de disparition ; la population compte toujours sur ces boisements pour le bois de chauffe. Chaque année, les feux de brousse font de ravages.

Il n'y a pas de boisements naturels dans la commune. Les boisements artificiels couvrent 46 ha tous appartenant à l'Etat. Il y a aussi quelques boisements appartenant aux privés. En 2005, il a été produit 101 969 plants et ont été distribués gratuitement par le projet « Habitat Rural et Matériaux Locaux de Construction » financé par la Coopération Technique Belge.

Dans la commune, la transformation du bois vise surtout la production du bois de chauffe, du charbon de bois, des planches et madriers.

On recense dans la commune, 7 menuiseries à Gahwazi (1) et à Gifurwe (6), 2 scieries artisanales à Ruziba et à Butembe.

6.2. BOISEMENTS NATURELS ET ARTIFICIELS

6.2.1. Boisements naturels

Ce type de boisements n'existe pas dans la commune

6.2.2. Boisements artificiels

Tableau 6.1 : Inventaire des boisements artificiels

Zones	Localisation du boisement (collines)	Types d'essence	Superficie en ha	Propriétaire du boisement (ha)				
				Etat	Communal	privés	Collectivité	Communaire
Butanuka	Muhanambogo	Eucalyptus	> à 10 ha	-	-	-	x	-
		Gréwilléa	6	-	-	-	x	-
	Gakerenke	Eucalyptus	> à 10 ha	-	-	-	x	-
	Butembe	Eucalyptus	< à 10 ha	-	-	-	x	-
	Masha	'	<à 10 ha	-	-	-	x	-

Source : Agronome forestier/Commune Mpanda

Les essences plus fréquemment utilisées sont le grévilléa Robusta, le Leucaena, le calliandra, l'Eucalyptus et l'acacia. Bien que les informations ne soient pas disponibles, il existe des micro boisements privés dans la commune.

6.3. TRANSFORMATION DES PRODUITS FORESTIERS

Tableau 6.2. Unités de transformation des produits forestiers.

Unités de transformation	Localisation (Collines)	Nombre
Scieries artisanales	Ruziba	1
	Butembe	1
Menuiseries	Gahwazi I	1
	Gifugwe	6

Source : Agronome forestier/Commune Mpanda

Les unités de transformation qu'on rencontre dans la commune sont des scieries artisanales et des menuiseries. Le gros de la production est vendu à Mpanda mais il y a une faible quantité qui est écoulée à Bujumbura.

6.4. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS

La production de plants forestiers dans toutes les communes de la province est assurée avec l'appui des projets et autres bailleurs. De 2003 à 2005, seuls le CRE et le projet HR et MLC sont intervenus dans la production des plants forestiers. La production des plans utilise tous les intrants nécessaires : semences, produits phytosanitaires, fertilisants, sachets, ...

Au cours de l'année des deux dernières années (2004 et 2005), dans la commune Mpanda, le projet « HR&MLC » a appuyé les groupements dans la production et la distribution de 15 965 plants forestiers en 2004 et 350 449 plants en 2005.

6.5. L'AGROFORESTERIE

L'agroforesterie est pratiquée dans la commune. Elle fournit à la population des fruits pour l'alimentation (manguiers, orangers, agrumes) et lui procure de l'énergie (bois de chauffe, charbon). Elle fournit également du fourrage pour le bétail (leucaena) et des produits de tuteurages pour les cultures. L'agroforesterie fournit aussi du bois d'œuvre pour la construction (Grevillea et maesopsis) et l'artisanat (Maesopsis et Grevillea). Elle contribue à l'amélioration de la fertilité et de la qualité des sols et sert de poteaux vivants : ombrage et lutte contre les usurpations de terre (urubibe).

6.6. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

6.6.1. Contraintes

* Problème du personnel

- pas de techniciens communaux
- pas de gardes forêts

* Problèmes matériels

- Manque de déplacement
- problème de carburant
- Manque de moyens de communication

* Problèmes financiers : Insuffisance des financements

6.6.2. Potentialités

- Des terres disponibles à reboiser
- Des collines à aménager (courbes de niveau)

6.6.3. Perspectives

- Produire au moins trois millions de plants forestiers et agro forestiers par an
- Reboiser toutes les collines dénudées
- Vulgariser le code foncier et le code de l'environnement
- Recruter et doter de moyens les gardes forestiers

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

On ne peut pas parler de l'existence du secteur industriel dans Mpanda. Mise à part quelques unités de transformation artisanales dans le domaine de l'huile de palme, des décortiqueuses et moulins et une usine de dépulpage du café appartenant à la SOGESTAL Mumirwa localisée à Nzorya.

7.1.1. Contraintes, potentialités et perspectives

a) Contraintes

Les opérateurs économiques ont peur d'investir dans ce secteur,
Manquent d'un capital suffisant pour installer et faire fonctionner les industries.

b) Potentialités

- Une bonne production agricole : palmier à huile, riz etc.
- Disponibilité de matière première (argile) pour la construction des usines,
- Proximité avec la capitale Bujumbura (marché d'écoulement)

c) Perspectives d'avenir

- intéresser les opérateurs économiques à investir dans le secteur
- construire des usines de transformation des produits agro-alimentaire

7.2. ARTISANAT

Ce secteur n'est pas très développé dans la commune Mpanda. Il n'y a dans toute la commune que deux ateliers de cordonneries appartenant à des privés, 4 ateliers de couture dont 1 appartient à un groupement et 3 ateliers de soudure tous appartenant à des particuliers.

Pour ce qui est de l'artisanat de production, l'on dénombre dans la commune 4 menuiseries et 1 tuilerie.

7.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

a) Contraintes

- Faible connaissances en artisanat
- Manque du matériel artisanal
- Négligence des métiers
- Insuffisance de groupements d'artisans
- Manque de marché d'écoulement
- Manque de moyens financiers

b) Potentialités

- Ecole Technique de Bubanza
- Existence de plusieurs gisements d'argile

c) Actions à mener

- Il faut multiplier les écoles des métiers
 - Encourager les artisans à se grouper en associations
- Trouver des bailleurs pour ce secteur

CHAPITRE VIII : GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS

8.1. MINES

Les résultats des travaux de prospection géologique et de cartographie effectués jusqu'à aujourd'hui n'ont permis de déceler aucun indice de minéralisation dans la commune de Mpanda.

8.2. MATERIAUX LOCAUX DE CONSTRUCTION

Il existe dans la commune 2 sites d'exploitation du sable, deux pour le gravier, un site pour le moellon et un site pour la carrière.

8.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

a) Contraintes

Manque de sociétés d'exploitation des matériaux de construction
Le manque d'information et de communication.

b) Potentialités

- La commune dispose de plusieurs sites où l'on peut exploiter diverses matières premières surtout les matériaux locaux de construction,
- Proximité avec la capitale Bujumbura (commercialisation facile)

c) Perspectives

- Inciter les opérateurs économiques à venir travailler dans la commune
- Inciter les institutions financières pour qu'elles installent des agences ou des guichets dans la commune afin qu'elles accordent de petits crédits à la population.

CHAPITRE IX : ENERGIE

La commune Mpanda est peu desservie en énergie alors que les besoins sont plus ressentis à tous les chefs lieux des zones et centres ruraux,

Les sources d'énergie rencontrées dans la commune sont : l'énergie hydroélectrique, le bois de chauffage et la braise,

9.1. ENERGIE HYDROELECTRIQUE

La desserte en énergie dans les centres ruraux de la province de Bubanza est généralement très faible. Elle émane de la centrale hydro-électrique de la RUZIZI II, d'une tension de 110 KW.

Dans la commune Mpanda, 2 centres sont électrifiés à savoir : Mpanda et Musenyi avec 4 lignes BT et MT de linéaire 7,5 km de ligne MT et 5,07 km de ligne BT.

Le nombre total de transformateurs est de 2. Le nombre de branchements total dans la commune est estimé à 48. La consommation moyenne du courant par client est de 5 Kwh/Jour/Habitat.

9.2. LE BOIS DE CHAUFFE ET LE CHARBON (COMBUSTIBLES LIGNEUX)

L'insuffisance d'énergie hydroélectrique dans la commune combinée au faible pouvoir d'achat de la population fait que le bois et le charbon de bois deviennent les seules sources d'énergie accessibles.

Le recours exagéré au bois et au charbon comme source d'énergie conduit à la déforestation, à l'érosion, aux perturbations climatiques, etc...

9.3. PRODUITS PETROLIERS

Il n'existe dans la commune aucune station de produits pétroliers.

9.4. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

a) Contraintes

Manque de financement

b) Potentialités

La province Bubanza est traversée par beaucoup de rivières et cours d'eau sur lesquelles l'on pourrait aménager des barrages hydro-électrique.

c) Perspectives

- Raccorder au courant électrique les centres de Mugaruro et Transversale 11 Nyamabere,
- Exploitation d'autres sources d'énergie : le Solaire et le biogaz surtout

CHAPITRE X: COMMERCE ET SERVICES

10.1. COMMERCE

10.1.1 Situation actuelle du secteur

Les échanges commerciaux concernent particulièrement les produits agro-pastoraux écoulés par les agriculteurs et éleveurs qui, en contre partie, s'approvisionnent en biens manufacturés provenant de Bujumbura : savon, sel, étoffes, ustensiles de cuisine, sucre, ...

Ces échanges s'effectuent sur des espaces aménagés communément appelés « marchés » à des jours bien déterminés de la semaine.

Les agriculteurs y écoulent du manioc, de la patate douce, du haricot, du riz, de la banane, des fruits (avocats, orange, ananas, banane fruit), des légumes (lenga lenga, choux, ...); les éleveurs du bétail particulièrement le petit ruminant et de la volaille sur pied.

Ils s'approvisionnent en produits manufacturiers sur les mêmes marchés et dans les cabarets et boutiques de la commune.

Souvent, à chacun de ces marchés, on abat un bovin, 5 à 6 chèvres et 5 à 6 porcs par jour du marché. Toutefois, des chèvres et des porcs sont abattus quotidiennement tous les jours sur tous les points de vente de la bière locale ou Brarudi. Le nombre d'animaux abattus est très important pendant la saison sèche.

Les commerçants qui achètent les produits agricoles et d'élevage proviennent de Bujumbura et du Chef lieu de la Commune. Ils achètent directement auprès des producteurs ou, souvent, ce sont des individus déguisés en commerçants qui achètent au préalable les produits, les stockent pendant un laps de temps avant de les revendre soit à Bujumbura soit les jours où il n'y a pas de marché.

Les quantités des produits offerts sur les marchés de la commune demeurent très importants mais ne parviennent pas à satisfaire la demande en raison du nombre important d'acheteurs venants de Bujumbura. C'est pour cette raison que les prix des denrées agricoles restent relativement élevés sur toute l'année.

10.1.2. Les infrastructures de commerce et leur emplacement

Le marché de Musenyi se tient les mercredi et les dimanche et les petits marchés de Nyamabere, Murengeza, Gifugwe se tiennent tous les jours sauf les mercredi et les dimanches.

A Musenyi, les recettes annuelles sont estimées à 12 480 000 Fbu. Il y a 208 commerçants dont 103 hommes (2 étrangers) et 105 femmes (7 étrangères).

A Nyamabere, les recettes annuelles sont estimées à 556 000 Fbu et ce marché compte 65 commerçants dont 47 hommes, 17 femmes et 1 femme étrangère.

Le marché de Murengeza compte 49 commerçants nationaux dont 17 femmes et on y enregistre des recettes annuelles estimées à 336 000 Fbu (2005).

La Commune dispose de 1 dépôt de bière Brarudi géré par 1 propriétaire privé, 109 boutiques, 95 points de vente de la bière locale (Insongo, Urwarwa), 73 points de vente de la bière Brarudi tous gérés par des propriétaires individuels tous nationaux dont 24 femmes.

10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION

10.2.1. Transport

Dans la commune Mpanda, on distingue 2 types de transport : *transport routier* et *portage*.

Le transport routier est le plus pratiqué, il est assuré par les commerçants qui transportent des marchandises et les personnes de Mpanda vers Bujumbura et vers les Chefs lieux d'autres communes de la Province Bubanza et vice-versa.

La commune est traversée par :

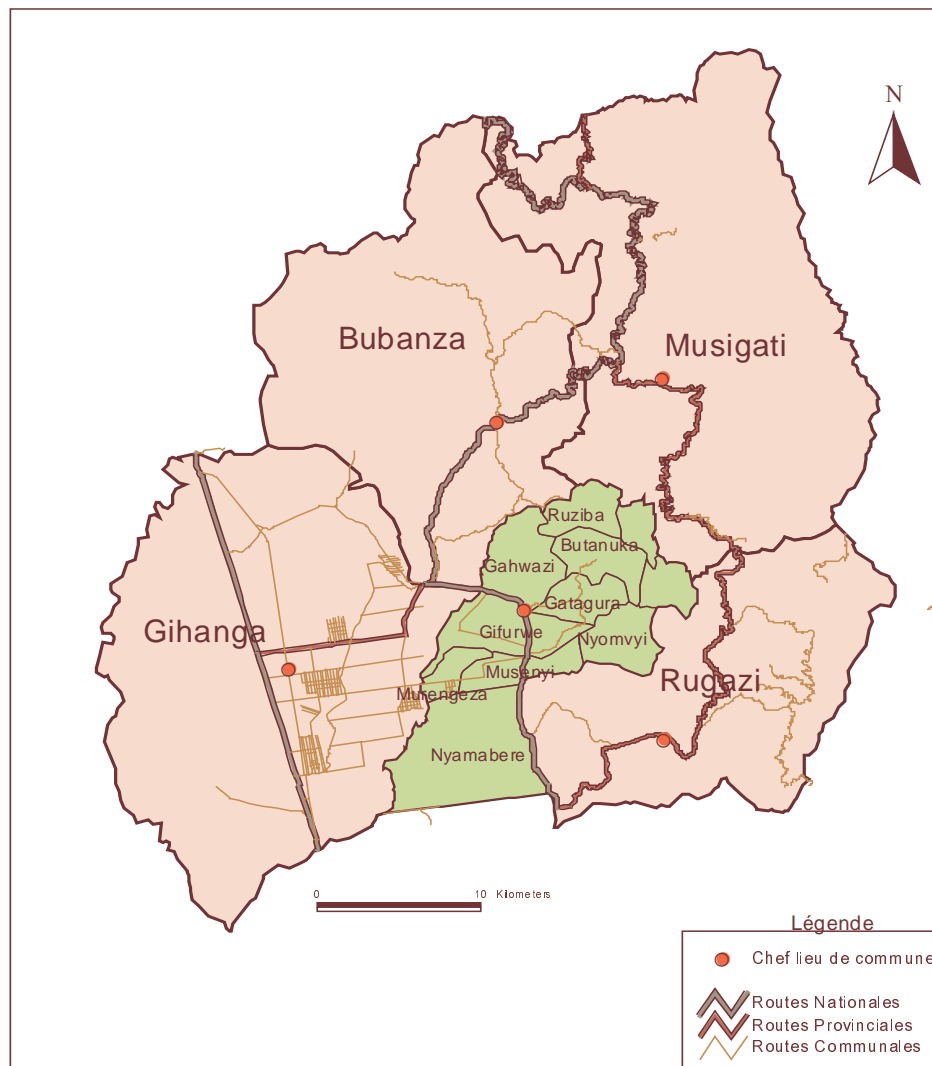
- RN9 (sur un tronçon de 12 Km) ;
- 5 routes communales d'un linéaire d'environ 54 Km en mauvais état dont 3 en terre non latéritique et non compactées et 2 en terre latéritique et compactée ;
- 18 pistes rurales en mauvais état d'un linéaire total d'environ 86 Km.

La commune Mpanda compte également 8 ponts en béton et 39 ponceaux dont 15 en béton, 23 en bois et 1 en métal. Un pont en béton est en construction à Nyarurambi sur financement de la Coopération Technique Belge.

Il y existe dans la commune 23 voitures et jeeps toutes privées, 6 camions et camionnettes privées, 4 minibus privés, 25 motocyclettes dont une étatique et 1740 vélos.

Le Gouvernement se charge des travaux de réfection des routes nationales tandis que les collectivités locales s'occupent de la réfection des routes provinciales et des pistes rurales. Il n'y a cependant pas de structure de gestion et d'entretien des routes et pistes dans la commune.

Carte 2 : Réseau routier de la commune



10.2.1.3. Les contraintes et actions à mener

1. Contraintes

- Insuffisance de moyens de transport (camion, camionnette, minibus, bus, ...)
- mauvais état des routes et pistes ;
- manque de carburant (absence dans la commune de stations services)

2. Actions à mener

- Réhabiliter les routes et pistes de la commune
- Intéresser les investisseurs privés à ouvrir au moins une station de carburant dans la commune.

10.2.2. Communication

Dans la commune Mpanda, il n'y a ni bureau de poste, ni téléphone, ni fax. Cependant, la téléphonie mobile (ONATEL, TELECEL, SPACETEL et AFRICEL) qui est utilisable dans certains endroits de la commune.

Toutes les radios émettant sur le territoire nationales sont écoutées à Mpanda.

10.3. TOURISME ET HOTELLERIE

La commune de Mpanda n'a ni site touristique ni hôtel.

10.4. INSTITUTIONS FINANCIERES

En 2005, deux institutions de micro-finance, Burundi Direct et Jami Bora Trust, ont exercé quelques mois dans la commune. Elles ont fermé leur porte après quelques mois d'activités et sont parties avec les dépôts des sociétaires. Ces derniers ne sont pas jusqu'aujourd'hui recouverts.

CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE

Dans la commune de Mpanda, les besoins de protection sociale et de promotion de la femme sont énormes. Bien que faisant l'objet de la mission dévolue au Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, leur résolution requiert une action concertée de plusieurs intervenants. On peut noter les Ministères de l'Education Nationale, de la Justice, de la Jeunesse et Sport, de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, ...

11.1. ACTION SOCIALE

Par action sociale, on sous-entend l'ensemble de mesures et d'actions visant à protéger et à promouvoir les catégories sociales les plus vulnérables dans le but d'assurer le développement harmonieux de toutes les couches de la société.

Les actions à mener dans notre commune se focalisent sur les 3 domaines suivants :

- assistance sociale ;
- réhabilitation sociale et réinsertion socioprofessionnelle ;
- réinstallation des déplacés et rapatriés.

11.1.1. L'assistance sociale

Dans la commune de Mpanda, l'assistance sociale devrait consister à soulager les souffrances des groupes concernés.

Dans cette commune où autrefois assistance mutuelle et entraide étaient monnaie courante, on se heurte pour le moment à des problèmes où chacun doit se débrouiller.

Les conséquences de la guerre et la famine qui secoue la commune depuis un certain temps n'ont fait qu'empirer la situation.

Certaines ONGs comme le PAM, Action contre la faim, BDD, PRASAB essayent de remédier à la situation mais le chemin est encore long.

11.1.2. La réhabilitation sociale

Elle concerne surtout les handicapés physiques et mentaux (suite à la guerre), les déplacés et rapatriés.

La réhabilitation sociale est une œuvre qui viendrait aider beaucoup en ce moment où la paix commence à revenir.

11.1.3. La réinsertion sociale

Elle consiste à réinsérer les personnes cibles dans les milieux sociaux.

Les activités dans ce domaine sont :

- le placement des enfants dans des familles tutrices ;
- la réinsertion scolaire des enfants déscolarisés ;

Certaines organisations telles le CNLS, UNICEF ont beaucoup aidé dans cette tâche.

Le problème qui persiste est celui des enfants de la rue qui jusqu'à présent n'ont pas de soutien.

Quels sont les groupes cibles et actions à mener en leur faveur ?

Dans la commune de Mpanda, les groupes cibles sont ;

- les enfants en difficultés (orphelins, enfants travailleurs, enfants de la rue, enfants soldats démobilisés, enfants violés, enfants chefs de ménages) ;
- les personnes handicapées, les indigents, les personnes âgées et les sinistrés.

a. Situation de l'enfant

La situation de l'enfant dans la commune est déplorable. On compte 1183 enfants sinistrés de guerre dont 631 dans la zone Butanuka et 552 dans la zone Musenyi., 41 enfants de la rue et 108 dans la rue, 732 orphelins de guerre, 5 orphelins du Sida et 382 orphelins suite à la mort naturelle.

On enregistre aussi dans la commune 524 enfants chefs de ménages, 568 enfants indigents dont 40 ex enfants soldats.

Signalons que les textes protégeant les enfants ne sont pas connus au niveau de l'autorité locale.

b. Situation des victimes des violences dans la commune de Mpanda

Dans la commune Mpanda, en 2005, il y a eu 70 cas de viols recensés pour les femmes, 30 cas de viols pour les filles et 17 cas fillettes violées. A part les associations SWAA Burundi et CARE qui tiennent des séances d'animation sur la prise en charge psychosociale de cette catastrophe, aucune de ces victimes n'est prise en charge médicalement.

c. Situation des veufs, mères célibataires et indigents

Dans la commune Mpanda, nous trouvons 11 veufs et veuves éducateurs dont 5 hommes et 6 femmes. L'effectif global des veufs/veuves s'élève à 208 femmes et 321 hommes qui méritent tous d'être appuyés.

Nous recensons dans la commune 262 mères célibataires.

La zone Butanuka compte aujourd'hui 2.997 indigents et la zone Musenyi compte 2.280 indigents tous à appuyer. De tous ces indigents 3.887 sont des hommes et 1.390 sont des femmes.

d. Situation des handicapés

Pour les années 2004-2005, la commune connaît 56 hommes, 13 femmes, 22 garçons et 4 filles handicapés suite à la guerre ; 5 femmes handicapées suite aux violences familiales ; 8 hommes, 17 femmes et 11 garçons handicapés de naissance ; 23 hommes handicapés suite aux accidents.

11.1.4. Contraintes, potentialité et perspectives

a) Contraintes

- Manque des services de prise en charge des personnes vulnérables
- Manque des centres d'accueil et d'écoute
- Manque des centres d'encadrement
- La commune est dans la phase 4 d'où les ONGs n'interviennent pas dans l'action sociale et le développement.

b) Potentialités/atouts

- Existence d'un corps de police pour décourager les actes de violences
- Terrain disponibles pour la construction des infrastructures sociales.

c) Action à mener

- Créer au moins un centre pour handicapés et un autre pour orphelins,
- Appuyer les enfants indigents dans leur scolarité et dans l'accès aux soins de santé.

11.2. REINSERTION, REINTEGRATION ET REHABILITATION

11.2.1. Situation actuelle du secteur

La commune Mpanda abrite un site de réinstallés celui de Mugaruro seulement. Ce site compte 1024 ménages jadis éparpillés dans différents sites des déplacés. Ce site abrite également 18 ménages des rapatriés. Le total des habitants du site est de 3.847 personnes dont 3124 déplacés.

Depuis 2000 jusqu'en 2005, la commune enregistre 1545 ménages rapatriés avec une population de 7305 personnes. Pendant l'année 2005 seulement, la commune a enregistré 27 ménages rapatriés avec 77 personnes.

A part les 18 ménages vivants dans le site de Mugaruro, les autres rapatriés sont abrités par d'autres familles dispersées un peu partout dans la commune.

La commune compte également 1853 ménages dispersés de 7248 personnes.

11.2.2. Localisation et population par sexe.

Le site des déplacés de Mugaruro se situe dans la colline Gahwazi I en zone Butanuka. Il héberge 1.255 personnes du sexe masculin et 2.592 personnes de sexe féminins.

Concernant, les rapatriés, ils sont éparpillés sur les 15 collines de la commune Mpanda tandis que les dispersés sont également dans toutes les 15 collines de la commune de Mpanda et leur population est de 7248 répartie dans 1853 ménages.

Tableau 11.1. Localisation des ménages et population rapatriés de la commune Mpanda

Collines		2000	2001	2002	2003	2004	2005	Total
Gahwazi I	Ménages	27	13	14	12	33	13	112
	Population	131	62	68	63	179	47	550
Gahwazi II	Ménages	43	31	6	9	9	5	103
	Population	156	161	20	48	45	23	453
Ruziba	Ménages	11	9	15	7	3	-	45
	Population	46	39	61	35	15	-	196
Kanenga	Ménages	-	1	3	-	6	1	11
	Population	-	6	23	-	30	6	65
Gatagura	Ménages	27	23	33	25	46	10	164
	Population	136	122	172	113	220	44	807
Butanuka	Ménages	22	12	14	30	15	3	96
	Population	139	67	69	178	87	9	549
Butembe	Ménages	-	7	3	2	-	-	12
	Population	-	36	22	13	-	-	71
Masha	Ménages	2	2	-	-	2	1	7
	Population	11	7	-	-	13	4	35
Nyomvyi	Ménages	-	-	-	1	1	-	2
	Population	-	-	-	3	2	-	5
Gifugwe	Ménages	167	49	51	58	51	27	403
	Population	740	178	203	259	214	89	1.683
Rugenge	Ménages	28	17	38	53	44	3	183
	Population	127	93	168	265	185	14	852
Musenyi	Ménages	46	19	25	31	43	4	168
	Population	234	92	108	156	204	26	820
Nyamabere	Ménages	11	4	13	13	26	1	68
	Population	69	26	58	81	170	1	405
Murengeza	Ménages	58	34	29	27	16	3	167
	Population	267	163	131	114	97	16	793
Rubira	Ménages	-	-	-	1	3	-	4
	Population	-	-	-	6	15	-	21

Source : CCARS Mpanda

Tableau 11.2. Localisation des ménages et population dispersés de la commune Mpanda

Collines	Nombre des ménages	Nombre de population
Gahwazi II	74	289
Ruziba	88	403
Kanenga	26	64
Gatagura	43	193
Butanuka	88	331
Butembe	16	64
Masha	3	17
Nyomvyi	21	108
Gifugwe	315	1.457
Rugenge	436	1.420
Musenyi	195	737
Nyamabere	303	1.411
Murengeza	159	381
Rubira	86	373
Total	1.853	7.248

Source : CCARS Mpanda

11.2.3. Les intervenants

- Cord-Aid	- Education
- EPVA	- Encadrement du Centre de santé Mpanda
- HCR/CNRS	- Distribution du matériel scolaire
- GTZ	- Transfert des rapatriés
- PRASAB	- Distribution du Paquet-retour aux rapatriés
	- Distribution des kits de réinsertion agricole

11.2.4. Contraintes, potentialités et perspectives

a) Contraintes,

- Insuffisance de l'assistance pour les rapatriés et dispersés ;
- Certains rapatriés manquent où s'installer car leurs propriétés sont occupées ;
- Conflits fonciers entre rapatriés et ceux qui ont occupé leurs domaines ;
- Promiscuité dans les sites de déplacés (mauvaise condition de vie)
- Les déplacés réclament toujours des aides.

b) Potentialités

- les espaces appartenant à la commune pour la réinstallation
- existence de quelques ONG's qui aident à assister les sinistrés.

c) Perspectives

- Les déplacés du site provisoire vont regagner leurs lieux de provenance ;
- Régler les litiges fonciers entre les rapatriés et les personnes qui sont dans leurs propriétés ;
- Installer les sinistrés sans abri et terres,
- Chercher des bienfaiteurs pour appuyer la commune dans la prise en charge des sinistrés.

11.3. HABITAT

11.3.1. Généralités

Avant la crise, l'habitat s'améliorait progressivement en commune de Mpanda grâce à la politique de la 2^{ème} République qui avait encouragé les gens à se regrouper en villages. Il y avait aussi des maisons en pisés qui tendaient à disparaître.

La crise d'octobre 1993 a détruit quatorze mille neuf cent maisons dans la commune. Aujourd'hui, la reconstruction se fait par des tiers uniquement. Mais depuis 1999 jusqu'en 2003 elle se faisait avec l'assistance du Ministère des 3R (510) et de l'AFVP (347).

Concernant les matériaux locaux de construction, on trouve dans la commune 1 gisement de moellon, 4 gisements de sable, 3 gisements de gravier et 1 gisement de carrière. Il y a également dans la commune 1 four-tunnel.

11.3.2. Situation actuelle de l'habitat

11.3.2.1. Le type d'habitat rencontré dans la commune

a) Habitat regroupé

Ce type d'habitat se trouve aux alentours des marchés de Musenyi, Nyamabere, Murengeza, Rugenge, Gifugwe et au site de réinstallés de Mugaruro. L'habitat regroupé est rare et est estimé à 15%.

b) Dispersé

L'habitat dispersé est le plus rencontré sur toute la circonscription administrative. L'habitat dispersé est estimé à 85%.

11.3.2.2. Qualité de l'habita rural

L'habitat rural est dispersé sur les collines et n'est pas amélioré. Les murs sont généralement en briques adobes ou en bois, la toiture en paille ou en tuile avec pavement en terre battue. Les maisons ont 4 faces. Elles n'ont ni eau, ni électricité ni toilette intérieure.

11.3.2.3. Qualité de l'habitat urbain

Il se rencontre dans une moindre mesure au chef lieu de la commune, au marché de Musenyi et à la TR 11 Nyamabere. A la différence de l'habitat rural, l'habitat urbain se distingue par l'implantation groupés des infrastructures socio-collectives, la construction des maisons en matériaux semi-durables (briques cuites) et importés (ciment, fer à béton et tôle galvanisé/ondulé).

Toutefois, l'on rencontre également dans ces lieux des quartiers mixtes avec des maisons construites en matériaux non durables par les catégories pauvres de la population et d'autres construites en matériaux durables.

11.3.2.4. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Le bois de construction est très rare dans la commune. Cependant, on trouve 1 four-tunnel mixtes (tuiles et briques) à Gatagura.

On trouve également dans la commune 1 gisement de moellon, 4 gisements de sable, 3 gisements de gravier et 1 gisement de carrière.

11.3.2.5. Matériaux importés

Les matériaux importés comme le ciment, les tôles ne sont pas facilement accessibles car ils coûtent chers et les habitants de Mpanda sont très pauvres.

11.3.2.6. L'incidence de la crise sur l'habitat

Pendant la crise, plus de quatorze mille cinq cent maisons ont été détruites dans toute la commune. Aujourd'hui, seulement huit cent cinquante sept ont été reconstruites avec l'appui du Ministère des 3R (510) et de l'Association Française des Volontaires du Progrès -AFVP (347) dans le village de réinstallés de Mugaruro. Il y a des particuliers qui ont reconstruits leur habitat sans un appui quelconque mais leur effectif reste faible.

11.3.2.7. Contraintes, potentialités et perspectives

1. Contraintes

1. Manque de crédits en faveur des producteurs des matériaux locaux de construction ;
2. Pauvreté de la population,
3. Absence d'un circuit organisé de commercialisation des produits à base de terre cuite ;
4. Non respect des normes pour les produits fabriqués,
5. Mauvais état des pistes.

2. Potentialités/Atouts

Existence de beaucoup de sites d'extraction des matériaux locaux de reconstruction.

3. Stratégies/Actions à mener

- Mettre en place une politique nationale pour la promotion des matériaux locaux de construction.
- Mettre en place une politique nationale claire en matière de reconstruction de l'habitat

CHAPITRE XII : SANTE

Selon le BPS Bubanza, la commune Mpanda comme toutes les autres communes de la province, connaît les mêmes problèmes sanitaires généraux tels que :

- l'insuffisance des équipements des établissements sanitaires ;
- l'insuffisance des ressources humaines ;
- l'insuffisance des infrastructures sanitaires,...

La paupérisation qui sévit dans le milieu rural ainsi que de l'éloignement des collines par rapport au Centres de Santé, mettent la grande partie de la population dans une situation difficile pour accéder à des soins de qualité.

12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saisons des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il reste évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Les maladies les plus fréquentes dans la commune de Mpanda sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques.

12.2. DONNEES SUR LA VACCINATION (Médecine préventive)

En considérant les indicateurs de surveillance notamment le BCG, DTC, HIB, HEP, VAN, le VAT, les objectifs ont été atteints respectivement à 99,12% pour le BCG ; 96,4 % pour le DICHIB, HEP II ; 90,2% pour le vaccin antirougeole. Cette dernière est une maladie qui exige dans nos programmes une surveillance quotidienne.

Notons qu'on n'a pas atteint les objectifs sur la vaccination anti-tétanique et une sensibilisation est en cours (on atteint 40,5% en 2005).

12.3. DONNEES SUR LE VIH/SIDA

La commune de Mpanda ne compte aucun centre de dépistage ou de prise en charge. Seulement 20 personnes vivant avec le VIH sont prises en charge médicalement et matériellement avec les vivres PAM qui sont déposés régulièrement au centre de santé de Mpanda.

Signalons que des cas suspects sont envoyés par le CPLS dans les centres de dépistage volontaire existant dans la province ou dans les hôpitaux de Bujumbura. La commune compte 3 associations de lutte contre le SIDA.

12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

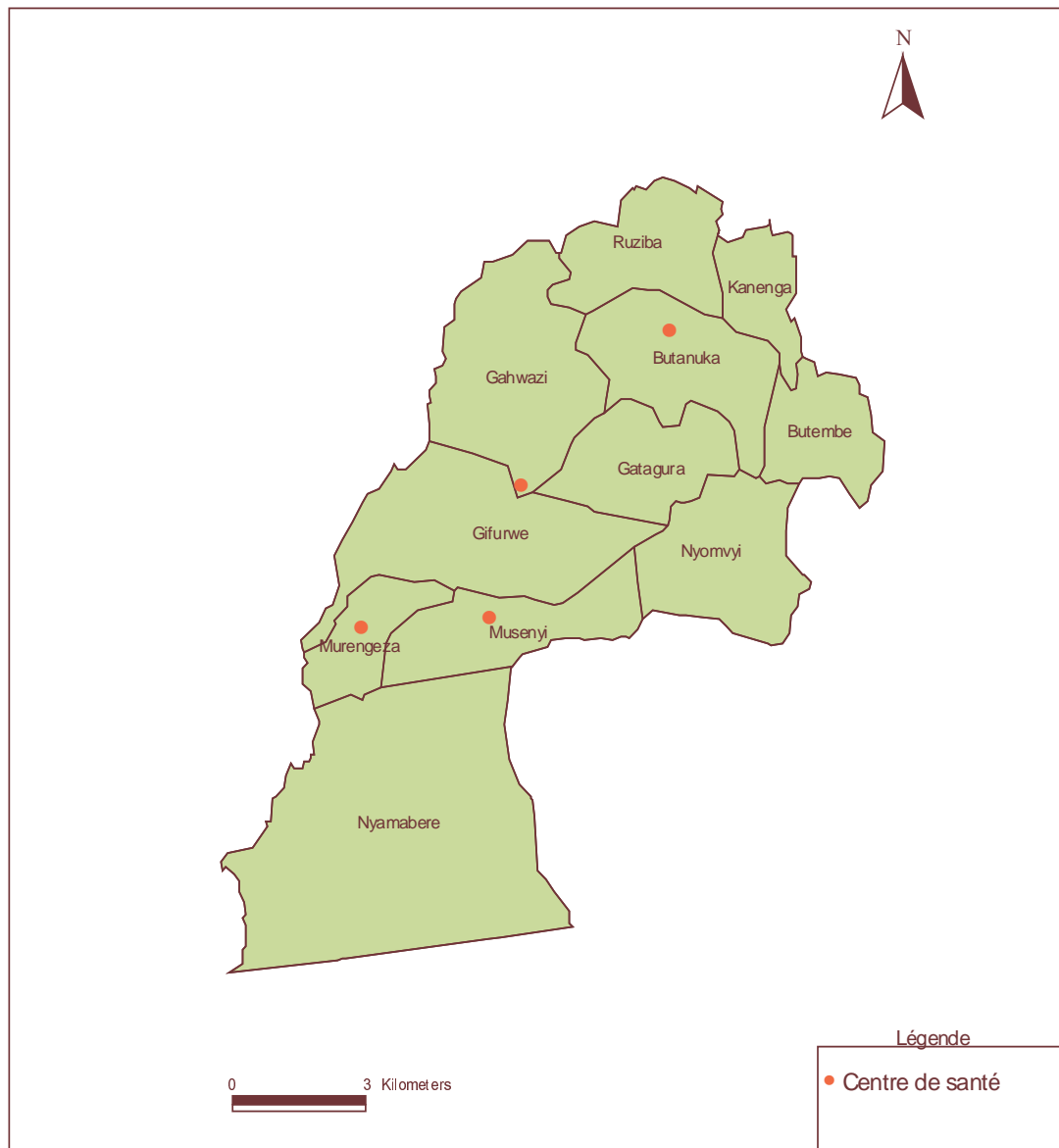
Pour ce qui est de la médecine traditionnelle, la commune de Mpanda compte 12 tradithérapeutes connus officiellement (mais n'ayant aucun liens avec la médecine moderne), 16 accoucheuses traditionnelles formées avec kit et 6 non formées.

12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

12.5.1. Répartition des établissements sanitaires

La commune de Mpanda compte 1 seul centre de santé public fonctionnel, 2 non fonctionnels et 1 dispensaire privé à Musenyi.

Carte 3 : Infrastructures sanitaires de la commune



12.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires de la commune

Les consultations en 2005 étaient de 11975 dont 216 admis pour hospitalisation. Le centre de santé Mpanda a 10 lits.

12.6. RESSOURCES HUMAINES

Concernant le personnel soignant, la commune de Mpanda dispose de : 1 technicien médical A2 ; 3 techniciens médicaux A3 dont une femme, 2 TPS dont une femme, 1 gestionnaire et 7 personnes d'appui dont 5 femmes.

12.7. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES/ACTION A MENER

1. Contraintes

- Absence de moyens de déplacement pour atteindre toutes les collines ;
- Absence d'un comité communal pour la lutte contre les épidémies ;
- Insuffisance du personnel en quantité et en qualité.

2. Potentialités

- Il y a un plan provincial de développement sanitaire qui est suivi jusqu'en l'an 2010
- Existence des bailleurs comme le 7^{ème} FED et le CORDAID sous le nom de BGIS (approche contractuelle) qui vont aider à réaliser nos objectifs, à la surveillance des maladies et à la formation du personnel
- Existence d'une ambulante opérationnelle
 - Existence d'un comité communautaire de santé (COSA) au niveau de chaque centre de santé public.

3. Perspectives

- Mise sur pied d'un plan communal de lutte contre les épidémies ;
- Mise sur pied d'un réseau communautaire de santé réunissant tous les intervenants dans ce secteur dans la commune (administration, agent de santé communautaires, accoucheuses traditionnels, les techniciens de promotion de santé)
- Construire un centre de santé à Masha
- Construire un hôpital de 1^{ère} référence au chef lieu de la commune
- Implication de la communauté pour l'entretien de l'ambulance.

12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

12.7.1. Situation actuelle

La commune de Mpanda dispose de 179 points d'eau composés de 93 sources aménagées dont 52 non fonctionnelles et 86 bornes fontaines dont 49 fonctionnelles et 55 branchements privés.

L'approvisionnement en eau demeure insuffisant pour une population d'environ 51 994 personnes.

En effet, en considérant les données ci-dessus, le nombre de ménages par points d'eau fonctionnel est de 128.24 et le rayon desservi en moyenne par chaque points d'eau est de 1,5 Km alors que les normes établis en cette matière est de 1 point d'eau/500 m ou 2 points d'eau au km² et un point d'eau pour 75 à 100 ménages.

Il faut en outre signaler que certaines sources tarissent pendant la saison sèche.

La population devrait être sensibilisée pour l'entretien et réparation des points d'eau défectueux.

12.7.2. Intervenants

REGIDESO, DGHER

12.7.3. Principales contraintes et actions à mener

a) Contraintes

1. Mauvais fonctionnement des Régies Communales de l'Eau (RCE) ;
2. Manque d'initiatives des bénéficiaires pour la réparation des points d'eau défectueux ;
3. Tassement des sources pendant la saison sèche ;
4. Ignorance de technologie de captage des eaux à partir des cours d'eau existants ;
5. Ressources financières de la commune limitées,
6. Insuffisance de la desserte en eau potable.

b) Actions à mener

- Réhabiliter les infrastructures d'eau endommagées ;
- Sensibiliser la population à la bonne gestion, à l'entretien et la maintenance des infrastructures hydrauliques existantes ;
- Redynamiser les Régies Communales d'Eau ;
- Construire de nouvelles AEP (adduction en eau potable),
- Assurer le suivi et la sensibilisation à la conservation des espèces reboisées pour faire face à certains effets climatologiques néfastes au potentiel hydraulique.

CHAPITRE XIII : EDUCATION

13.1. GENERALITES

L'éducation dans la commune de Mpanda est caractérisée par le manque d'infrastructures et équipements scolaires; le manque du personnel enseignant ; le manque de manuels des élèves et des professeurs ainsi que par un nombre très important d'élèves à scolariser.

La situation de 2 types d'enseignement : l'enseignement formel et l'enseignement informel, se présente de manière suivante.

13.2. ENSEIGNEMENT FORMEL

13.2.1. Enseignement primaire

Nombre d'écoles : 14 écoles fonctionnelles dont 2 à cycle incomplet

Nombre de salles de cours : 111

Nombre d'élèves : 8549 dont 3754 filles (43,9 %)

Nombre d'enseignants : 174 dont 103 femmes (59,2 %)

Ratios : 77 élèves par salle, 49 élèves par enseignant

13.2.2. Enseignement secondaire

Nombre d'écoles : 1 Collège Communale.

Nombre de salles de cours : 10

Nombre d'élèves : 602 dont 164 filles soit 27.2 %

Nombre total d'enseignants : 21 dont 2 femmes (9.5 %)

Ratios : 60 élèves par salle, 29 élèves par enseignant

Carte 4 : Infrastructures scolaires 2005-2006 dans la commune Mpanda



13.3. ENSEIGNEMENT INFORMEL

13.3.1. Enseignement des métiers

Nombre d'écoles : 4

Nombre de salles de cours : 4

Nombre d'élèves : 0

Nombre d'enseignants : 0

13.3.2. Ecoles religieuses/Yagamukama

Nombre d'écoles : 9

Nombre de salles de cours : 12

Nombre d'élèves : 583 dont 397 filles (68%)

Nombre d'enseignants : 13

Ratios : 49 élèves par salle, 45 élèves par enseignant

Tableau 13.1. Situation actuelle de tous les types d'enseignement de la commune (2005-2006)

Types d'enseignement	Nbre d'écoles	Nombres de salles de cours	Effectif des Enfants / élèves	Effectif. des Enseignants	Ratios	
					Elèves/salles	Elèves/Enseignants
Garderies communautaires	1	2	88	4	44	22
Ecoles primaires	14	111	8.549	174	77	49
Ecoles secondaires	1	10	602	21	60	29
des écoles Yaga Mukama	9	17	583	13	34	45
Ecoles des Métiers	4	4	-	-	-	-

Source : DPE Bubanza

Les écoles primaires sont encore insuffisantes, ce qui a comme conséquence le surnombre dans certaines classes. Certaines classes peuvent avoir plus de 200 élèves. Le seul Collège communal ne dépasse pas le niveau 10^e.

Sur les 4 centres des métiers construits, seul Gatagura a fonctionné jusqu'en 1993 avant d'être détruit par la crise. La garderie communautaire de la commune est encadrée par l'association des SCOUTS du Burundi sur financement de l'UNICEF.

13.4. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET ETAT DES ECOLES

Tableau 13.2. Ecoles primaires

Zones	Ecoles	Collines	Son état actuel
Butanuka	Butanuka	Butanuka	Mauvais état
Butanuka	Ruziba	Ruziba	Très bon état
Butanuka	Mahwa	Kanenga	Très mauvais état
Butanuka	Gatagura	Gatagura	Bon état
Butanuka	Butembe	Butembe	Mauvais état
Butanuka	Masha	Masha	Très bon état
Butanuka	Nyomyvi	Nyomyvi	Très mauvais état
Butanuka	Gahwazi	Gahwazi II	Bon état
Butanuka	Gifugwe	Gahwazi I	Bon état
Butanuka	Mugaruro	Gahwazi I	Bon état
Musenyi	Musenyi	Musenyi	½ en bon état et ½ en mauvais état
Musenyi	Murengeza	Murengeza	Bon état
Musenyi	Nyamabere	Nyamabere	Bon état
Musenyi	Rugenge	Rugenge	Très Bon état

Source : DPE Bubanza

Tableau 13.3. Centres d'enseignement des métiers

Zones	Succursales ou Ecoles	Colline	Son état actuel
Butanuka	Collège communal Mpanda	Gahwazi I	Mauvais état
Butanuka	Gatagura	Gatagura	Mauvais état
Musenyi	Nyamabere	Nyamabere	Bob état
Musenyi	Murengeza	Murengeza	Bon état

Source : DPE Bubanza

Tableau 13.4. Ecole YAGAMUKAMA

Zones	Succursales ou Ecoles	Colline	Son état actuel
Musenyi	Gifugwe	Gifurwe	Très Bon état
Musenyi	Nyamabere	Nyamabere	Très Bon état
Musenyi	Murengeza	Murengeza	Bon
Butanuka	Gatagura	Gatagura	Mauvais
Butanuka	Gahwazi	Gahwazi II	Très bon
Butanuka	Nzuruma	Masha	Mauvais
Butanuka	Nyandago	Butanuka	Mauvais
Butanuka	Mahwa	Kanenga	Mauvais
Butanuka	Ruziba	Ruziba	Mauvais

Source : DPE Bubanza

Tableau 13.5. Ecole secondaire

Zones	Succursales ou Ecoles	Colline	Son état actuel
Butanuka	Collège communal Mpanda	Gahwazi I	Mauvais état

Source : DPE Bubanza

Tableau 13.6. Garderies communautaires

Zones	Succursales ou Ecoles	Colline	Son état actuel
Musenyi	Mpanda	Rugenge	Très bon état

Source : DPE Bubanza

13.5. INTERVENANTS

UNICEF, Fonds Belgo Burundais de Réemploi, Coopération Française.

13.6 CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

a) Contraintes

- Certaines écoles ont des infrastructures en mauvais état
- Certaines écoles ont beaucoup d'élèves et sont obligées d'emprunter quelques salles surtout auprès des confessions religieuses.
- Insuffisance du matériel didactique pour toutes les écoles,
- Les élèves, surtout les plus jeunes, éprouvent des difficultés pour se rendre à l'école compte tenu de la distance à parcourir,
- Pauvreté des parents
- Un grand nombre d'écoles n'ont pas de terrains de jeux.
- Manque de homes pour enseignants
- Absence d'institut d'enseignement supérieur

b) Potentialités

1. La population répond massivement aux initiatives de développement
2. Existence des sites d'extraction des matériaux locaux de construction : des moellons, sable, gravier, briques cuites ... qui pourraient servir à la construction des écoles
3. La paix et la sécurité sont retrouvées.

c) Perspectives/Actions à mener

- Construire les écoles primaires Rubira, Kanenga, Kibambwe, Nyamabere II, Nyarurambi, Gakerenke, Sorero, Gako, Nyendago Giheta, Nyakerera, Butembe II, Butanuka II, Nzuruma,
- Faire l'extension des écoles primaires de Musenyi, Rugenge, Gifugwe, Gakwazi, Nyamabere, Ruziba, Mugaruro, Masha et Gatagura.
- Construire 2 autres collèges communaux à Butanuka et Nyamabere
- Rendre disponible le matériel didactique en quantité et en qualité suffisante
- Recruter un personnel enseignant de qualité en quantité suffisante
- Transformer le collège communal Mpanda en Lycée Communal
- Construire un home à chaque école.

CHAPITRE XIV : JEUNESSE ET SPORT

14.1. JEUNESSE

La commune est caractérisée par une jeunesse désœuvrée et non scolarisée mais qui participe activement au maintien de la paix et aux activités de développement de la commune en se groupant en diverses associations.

La plupart de structures d'encadrement des jeunes sont à caractère religieux. Il s'agit de l'église catholique, méthodiste, témoins de Jéhovah, les adventistes du 7^{ème} jour (Abasabato), FECABU, Islam, l'église de pentecôte, église vivante.

14.2. SPORT

Le sport le plus pratiqué est le football. Ce sport contribue beaucoup à rapprocher les jeunes des différentes communautés de la commune dans le cadre de consolidation de la paix.

Il existe un bon nombre de clubs de football (11) sans statut ni règlement d'ordre intérieur.

La commune détient 7 terrains de football non équipés et en mauvais état. Ces terrains sont répartis de manière suivante : Rugenge, Gifurwe, Rubira, Nyamabere, Butembe, Ruziba et Gahwazi II tous en mauvais état non équipés et sont gérés et entretenus par l'administration locale.

14.3. PATRIMOINE CULTUREL

La commune de Mpanda dispose de 2 bibliothèques à l'inspection cantonale de l'enseignement primaire et au Collège communal mal équipées.

Le patrimoine culturel est constitué par l'existence de 7 clubs de danses traditionnelles et 2 clubs de tambourinaires.

14.4. INTERVENANTS

Les intervenants dans ce secteur sont : le CPLS, les Scouts, l'association APECOS, l'ONG TPO et les confessions religieuses (catholique, protestante, Islam, etc ...).

14.5. CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER

a) Contraintes

- Insuffisance d'encadrement pour la jeunesse et les associations ;
- Manque de moyens pour améliorer les infrastructures ;
- Insuffisance des infrastructures ;
- Manque de matériel.

b) Actions à mener

- Encourager la formation des associations et clubs sportifs ;
- Créer un Centre jeune.

CHAPITRE XV : JUSTICE

15.1. GENERALITES

La commune de Mpanda ne compte qu'un seul service judiciaire à savoir le tribunal de résidence.

Le tribunal de résidence Mpanda travaille dans des locaux empruntés, construit en planches, couvertes de tentes avec trois locaux.

Le personnel de ce Tribunal de Résidence Mpanda s'évalue à dix-neuf personnes dont sept magistrats, huit greffiers, un assesseur, un veilleur, un planton et une sentinelle. Parmi les juges, il y a six hommes dont le juge président et une femme. Quant aux greffiers, il existe quatre hommes et quatre femmes. Le reste du personnel compte des hommes seulement.

15.2. PERFORMANCES DU SERVICE JUDICIAIRE

En 2005, le tribunal de résidence a exécuté 52 dossiers. Il a jugé et clôturé 103 dossiers sur un total de 148 inscrits et 39 restant sur l'exercice 2004. Les dossiers non encore exécuté à la fin de l'année sont au nombre de 84.

15.3. SITUATION DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS

Le tribunal de résidence Mpanda a 3 locaux : 1 salle d'audience, 1 bureau du juge Président et 1 greffe. Il manque de salle pour les juges. C'est un tribunal démuné et dont l'existence d'équipement demeure insuffisant car il compte trois machines à écrire, 0 ordinateur, ni climatiseur et ni photocopieuse.

Quant à l'existence de matériels de communication, le tribunal n'a ni appareil photos, ni chambre noire, ni équipements et produits de laboratoire.

Pour ce qui est du matériel roulant, le tribunal ne compte aucun vélo, aucune moto et aucun véhicule.

Dans ce tribunal, le matériel mobilier reste insuffisant compte tenu du personnel ainsi que des justiciables. On y trouve cinq tables, trois étagères, une seule chaise propre et cinq autres empruntées, dix bancs et des fournitures de bureau et autres outils de travail en quantité insuffisante.

15.4. LA JUSTICE GRACIEUSE

La justice gracieuse est rendue par le conseil des notables de la colline chargé de concilier les parties en litige. Ainsi, il donne son avis sur toutes les affaires civiles de la compétence du Tribunal de Résidence et dresse une copie du P.V. de l'Instance à l'issue du procès qu'il remet aux parties.

Ainsi, l'arrangement donné n'a pas l'autorité de la chose jugée et ne peut être exécuté par voie forcée. Les élus collinaires et les notables investis collaborent étroitement pour le bien de la population et de la bonne justice gracieuse.

15.5. INTERVENANTS : RCN, PRI

15.6. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

a) Contraintes

- Manque d'indépendance de la magistrature,
- Manque de moyens de travail suffisants,
- Manque criant d'infrastructures viables,
- Manque de personnel suffisant pour trancher les litiges très rapidement,
- L'ignorance de la population (justiciables) sur les procédures judiciaires et méconnaissance de la loi.

b) Perspectives

- chercher l'indépendance de la magistrature ;
- améliorer la qualité du personnel judiciaire par la formation continue,
- améliorer les conditions de vie du personnel judiciaire ainsi que la qualité des infrastructures ;
- effectuer intensivement des campagnes de sensibilisation et d'enseignement des droits et devoirs au sein de la population (à plus de 90 % analphabète) ;
- doter le tribunal d'un personnel judiciaire suffisant et qualifié ;
- doter le tribunal du matériel roulant pour effectuer des descentes sur terrain ;
- doter le tribunal du mobilier, du matériel de communication ainsi que du matériel techniques suffisant.

CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

16.1. FACTEURS FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT

La Commune possède un potentiel de développement très varié. La commune Mpanda est aussi agricole que pastorale. Sa position géographique, son relief, son climat et son hydrographie constituent des facteurs évidents pour son développement socio-économique.

Les principaux indicateurs favorables au développement de la province sont :

1. sa position géographique et sa proximité avec la capitale Bujumbura favorisent le développement du trafic commercial ;
2. la grande partie de la commune se trouve dans la région naturelle du Mumirwa. Cette région, de part sa pluviométrie plus ou moins régulière, se prête mieux à l'agriculture. La partie Imbo de la Commune est très fertile et permettrait d'accroître la production agricole de la commune si elle était irriguée.
3. existence des aires libres pour le reboisement
4. la présence d'un réseau dense de rivières dévalant de la crête Congo Nil vers les basses terres de l'Imbo permettrait la pratique de la culture irriguée
5. les sols de la commune sont encore fertiles
6. existence dans la commune du plus grand marché de la province (marché de Musenyi)
7. La production très élevée du riz constitue une source de revenu pour une grande partie des ménages de la commune;
8. Dans le domaine pastoral, le sol, le climat et le relief de l'Imbo sont favorables à l'élevage du gros et du petit bétail;

9. Ses infrastructures sanitaires vétérinaires (deeping tang, abattoirs, couloirs d'aspersion, ..), bien qu'en mauvais état contribuent au développement de l'élevage ;
10. La commune dispose suffisamment de matériaux de construction : argile, sable, moellon, gravier et latérite ;
11. Les services publics d'encadrement : la commune dispose d'un nombre important des structures spécialisées des Ministères : Agriculture et Elevage, Santé, Education, Justice...

16.2. CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT

De manière générale, les contraintes peuvent être regroupées en trois catégories : contraintes techniques et administratives, contraintes économiques et financières, et contraintes socioculturelles.

16.2.1. Contraintes d'ordre technique

1. Le blocage le plus important dans le domaine agricole est l'exiguïté des terres cultivables suite à la forte densité de la population.
2. Le caractère traditionnel des méthodes de production agricole ;
3. Les semences et les boutures améliorées sont quasi inexistantes d'où faible production agricole.
4. Le déficit hydrique chronique que connaît la région de l'Imbo
5. Au niveau de l'élevage, le manque de races améliorées, diverses maladies et l'insuffisance des pâturages naturels sont les principaux blocages de ce secteur.
6. Le mauvais état des routes, surtout les pistes de desserte agricole, entrave l'évacuation normale des produits ;
7. L'insuffisance des moyens de transport;

8. L'inefficacité de la plupart des services étatiques d'encadrement (insuffisance des effectifs, manque de recyclages et d'équipement, salaires modiques...);
9. Faible pouvoir d'achat de la population et inaccessibilité aux intrants agricoles et d'élevage ;
9. Le mode de conditionnement et le manque des infrastructures de stockage et de conservation des produits agricoles et d'élevage qui ne peuvent permettre le progrès du secteur agricole ;
10. La destruction de l'environnement par des pratiques agricoles non appropriées, les coupes incontrôlées de bois, ...

16.2.2. Contraintes d'ordre économique financier

1. L'accès difficile au crédit ; il n'y a dans la commune aucune institution financière;
2. L'inefficacité des circuits de commercialisation qui reste handicapée par les problèmes liés aux infrastructures de transport,
3. L'insuffisance de la législation commerciale, notamment au niveau de la standardisation des poids et mesures ;
4. La faiblesse du pouvoir d'achat de la population ;
5. La faiblesse des prix au producteur ;
6. L'insuffisance et l'état de délabrement très avancé des infrastructures de production et zoo sanitaires (couloirs d'aspersion...), des infrastructures de communication (routes, ponts) et énergétiques (centrales électriques, groupes électrogènes, panneaux solaires...);
7. La non libéralisation de l'achat et de la commercialisation du riz

16.2.3. Contraintes d'ordre socioculturel

1. Les difficultés d'approvisionnement en eau potable occasionnant ainsi la recrudescence des maladies diarrhéiques et d'origine hydrique ;
2. Le faible degré de participation collective aux activités de développement ;
3. L'augmentation du nombre de personnes vulnérables suite aux effets de la crise et de la pandémie du VIH/SIDA ; il s'agit des orphelins, jeunes de la rue et dans la rue, enfants chefs des ménages, les victimes des viols, ...
4. L'insuffisance et l'état de délabrement des infrastructures à caractère social (centres de santé, écoles, infrastructures sportives, centres récréatifs ...)
5. L'analphabétisme de la population
6. La consommation de l'eau sale, la prépondérance dans la région de moustiques et autres vecteurs de diverses maladies, le faible accès aux services de soins transforment souvent les hommes de la commune en musées bactériologiques

16.3. STRATEGIES ET ACTIONS A DEVELOPPER

16.3.1. Stratégies

L'examen de la situation des différents secteurs dans la commune laisse entrevoir que la stratégie pour le développement de la province devrait se baser sur l'accroissement de la production agricole, sur le développement de l'élevage, des métiers, du commerce et du secteur social (santé, éducation, eau potable, ...).

Il s'agira de mobiliser toutes les ressources en vue de subvenir aux besoins alimentaires de la population tant quantitativement que qualitativement, c'est à dire assurer la sécurité alimentaire. Pour cela, un ou des barrages devront être aménagés sur les nombreuses rivières traversants la commune afin de permettre une irrigation de la partie Imbo de la commune.

Dans ce contexte, le programme de développement doit aussi impliquer l'éradication de la pauvreté grâce à un accroissement de la productivité/production et le dégagement de surplus permettant des effets multiplicateurs des investissements et la mobilisation des partenaires de développement de plus en plus nombreux et de plus en plus diversifiés.

Cette stratégie devrait également arriver à réduire les prix de revient des produits vivriers par des mesures appropriées.

Pour se faire, l'on devra passer par le développement du secteur de l'éducation, le taux d'analphabétisme dans la commune restant plus élevé. Des mesures d'accompagnement appropriées dans la santé, la desserte en eau potable, etc devront également être prises afin de créer des conditions favorables à la lutte contre la pauvreté et la relance de la production agro-pastorale.

Globalement, des efforts devront être fournis pour augmenter la production des cultures vivrières mais une attention particulière devra être portée à l'irrigation de la plaine de l'Imbo pour exploiter tous les atouts de cette partie de la commune fortement fertile mais connaissant un déficit hydrique chronique. Il faudra aussi engager des recherches pour vérifier s'il n'y a pas de variété de pomme de terre adaptée à cette région.

Pour l'élevage, les interventions devront porter sur le repeuplement du cheptel pour recouvrer au moins le niveau d'avant la crise. Il faudra favoriser surtout les animaux à court cycle de reproduction et introduire des méthodes modernes d'élevage (stabulation permanente, introduction des races améliorées, insémination artificielles, construction des infrastructures modernes d'élevage, etc...).

16.3.2. Actions à développer

La mise en œuvre de la politique de développement s'articulera autour des actions de production et de la vulgarisation agricole, d'augmentation de la production agricole, d'aménagement de l'espace rural et des actions basées sur les relations inter et intra sectorielles.

Il s'agira aussi du développement d'autres secteurs comme le commerce et l'artisanat, car les terres cultivables sont exiguës.

Les actions à développer sont résumées dans le tableau 16.1

Tableau 16.1. Stratégies et actions à développer

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Terres fertiles - Main d'œuvre abondante - Retour progressif de la paix dans la commune Mpanda 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de station de lavage café dans la commune - Maladie fréquentes de cultures - Aléas climatiques - Manque de personnel suffisant pour l'encadrement des agriculteurs - Manque de moyen de déplacement pour les encadreurs - Manque d'intrants agricoles - Manque de dispositifs antiérosifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Installation de dispositif de lutte contre l'érosion - L'aménagement des marais jusqu'ici non exploités - Introduire et vulgariser les cultures précoces et tolérantes au stress climatique - Introduire les variétés résistantes aux maladies comme la mosaïque de manioc, banchy-top, flétrissement bactérien, maladies virales etc. - Réhabiliter les centres semenciers
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable à l'élevage - Le supplément d'aliment du bétail très accessible (son de riz) - Le marché de produit d'élève est proche (ville de Bujumbura) 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de pharmacie vétérinaire - Manque d'encadrement suffisant - Pas de séminaire de formation pour les vétérinaires - Les encadreurs manquent de moyens de déplacement 	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplier les pharmacies vétérinaires - Renforcer l'encadrement - Accorder un moyen de déplacement aux vétérinaires - Améliorer le bétail par insémination artificielle ou croisement - Intéresser les ONGs à travailler dans la commune, dans le but de développer l'élevage - Repeupler le cheptel
Pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> - Relief fait de plaine de la Rusizi en grande partie - Abondance de l'eau - La population consomme beaucoup le poisson 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'encadrement - Les alevins sont difficiles à trouver 	<ul style="list-style-type: none"> - Implantation de nouveaux étangs piscicole dans la colline Nyamabere puisque l'eau y est abondante - Mise en place d'un étang de production d'alevins - Mise sur pied d'une structure d'encadrement

SECTEURS	ATOUS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de matériaux locaux de construction dans les différents gisements 	<ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux de construction sont très chers - Manque d'eau et électricité dans la partie à relief montagneux 	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer une politique nationale claire en matière de reconstruction de l'habitat
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un plan provinciale de développement sanitaire qui sera suivie jusqu'en 2010 - Les ONGs : 7^{ème} FED, CORDAID (BGIS) opèrent dans la commune Mpanda - Existence d'une « ambulance » opérationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyen de déplacement pour le transfert des personnes gravement malades - Insuffisance d'un personnel qualifié - Insuffisance des centres de santé 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'un plan communal de lutte contre les épidémies - Construction d'un centre de santé à Masha et un hôpital de 1^{ère} référence au chef lieu de la commune - Entretien de l'ambulance - Mise en place d'un réseau communautaire de santé en collaboration avec l'administration, agent de santé communautaire, accoucheuses traditionnels, les techniciens de promotion de santé
Education	<ul style="list-style-type: none"> - La population répond positivement aux initiatives de développement - Les matériaux locaux de construction sont facilement accessibles - Les administratifs sont soucieux du développement de la commune - La paix est retrouvée 	<ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup d'écoles en mauvais état - Beaucoup d'élève à scolariser qui dépasse les capacités d'accueil des écoles - Matériels didactiques insuffisants - Insuffisance des écoles - Manque de terrains de jeu au seins des écoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire les EP. Rubira, Kanenga, Kibambwe II - - Réhabiliter les écoles primaires de Musenyi, Rugenge, Gifurwe, Gahwazi, Nyamabere etc... - Construire deux autres collèges communaux à Butanuka et Nyamabere - Construire une école d'enseignement de métiers - Doter les écoles de matériels didactiques suffisants - Construire des homes pour enseignant

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Communication	-	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'installation de téléphone fixe à Mpanda - Manque de couverture du réseau cellulaire dans certains coins de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Installer la téléphonie fixe - Doter la commune d'un ordinateur connecté sur Internet - Implanter une antenne de la téléphonie mobile dans la commune
Transport	-	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement pour l'entretien de routes - Relief accidenté - Manque de canalisation des eaux pluviales - Manque de ponts et ponceaux - Insuffisance du parc automobile - Manque de mécaniciens 	<ul style="list-style-type: none"> - Tracer de nouvelles routes et pistes - Réhabiliter les routes et pistes existants - Sensibiliser la population à l'entretien des routes et pistes - réhabiliter les ponts et ponceaux
Institutions Financières	<ul style="list-style-type: none"> - Revenu générer sur la vente du riz (épargne) - demandes de crédit 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de sensibilisation de la population sur les avantages de micro crédits - Taux d'intérêt élevé - Absence d'institution financière dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Installer un Coopec dans la commune - Sensibiliser la population sur l'intérêt de l'épargne – crédit - Réduire les taux d'intérêt et les garanties pour les crédits accordés aux agri éleveurs
Tourisme et Hôtellerie	-	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'Hôtel - La proximité de la ville de Bujumbura qui fait que les investisseurs potentiels en Hôtellerie redoute de la rentabilité d'un projet d'Hôtel 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire un hôtel à Mpanda

SECTEURS	ATOUS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Forêt	-	<ul style="list-style-type: none"> - Déboisement - Méconnaissance des méthodes de gestion et d'aménagement des forêts - Manque de plants - Manque de financement pour la production des plants forestiers 	Produire au moins trois millions de plants forestiers et agroforesteries
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> - Marché moderne de Musenyi - La commune est la RN9 à 25 Km de Bujumbura 	<ul style="list-style-type: none"> - Offre des produits d'élevage et d'agriculture insuffisant - faible prix au producteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la production - Accorder des micro crédits aux commerçants - Réhabiliter les routes et pistes
Artisanat		<ul style="list-style-type: none"> - Il existe peu d'artisans dans la commune - Absence de matériaux de poterie 	<ul style="list-style-type: none"> - Rouvrir le centre d'enseignement des métiers de Butanuka - Organisation des artisans en association - Doter les écoles de métiers de matériel et équipement complet
Energie	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'une rivière pouvant faire objet de barrage hydroélectrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement - Les ressources de la DGHER sont limitées 	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitation d'autres sources d'énergie à savoir : L'énergie solaire, biogaz - Extension des lignes déjà existantes dans les centres urbains - Création des centrales hydroélectrique servant à alimenter les centres ruraux
Géologie, Mines et Carrières	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de gisements de matériaux locaux de construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de société chargée de l'exploitation des matériaux de construction - Les gisements ne sont pas tous identifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - Etude géologique en vue de l'identification des potentialités minières de la commune

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Jeunesse	Existence des associations de jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Désœuvrement - Nombreux parmi les jeunes sont non scolarisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emploi pour les jeunes non scolarisé - Financer les projets d'association de jeunes - Création des centres de métiers
Réinsertion et Réintégration des Sinistrés	- Les espaces ou bâtir des maisons pour les sinistrés sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'assistance pour les rapatriés et les déplacés - Conflit foncier entre rapatriés et ceux qui sont restés au pays - Mauvais condition de vie dans les sites 	<ul style="list-style-type: none"> - Régler les litiges fonciers entre les rapatriés et les personnes restées à la colline - Accorder des terres à ceux qui n'en ont pas parmi les rapatriés - Encourage davantage les bailleurs à travailler dans ce domaine
Association d'Autodéveloppement	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des associations formées en micro finance - Beaucoup d'association sont agréés dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'instruction des membres du conseil de gestion - La non implication des membres dans la gestion de leurs associations - La phase IV infligée par l'ONU à la province Bubale - Manque de formation aux membres des comités exécutifs et des membres effectifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Constituer une banque de données sur les associations d'auto-développement - Améliorer les méthodes d'analyse des dossiers de financement de sous-projets - Installer une institution de micro-finance dans la commune - Elaborer un cadre réglementaire pour les mouvements associatifs
Agents de Développement : Coopératives	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'associations de développement - Existence des organes d'appui - Les terres sont fertiles 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'institutions financières - Insuffisance de coopérative d'approvisionnement et de commercialisation des produits vivriers - Mauvaise gestion - Aléas climatiques et épidémies - Interventionnisme de l'administration 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une nouvelle politique coopérative - Constituer une banque de données sur les coopératives - Elaborer les textes légaux et réglementaires de mouvement coopératifs - Formation des ressources humaines - Renforcer l'action de recouvrement - Améliorer la méthode d'analyse des dossiers et financement selon les type de coopérative

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Travail et Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des terres domaniales pour la construction des infrastructures administratives 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des services publics - Insuffisance des infrastructures adéquates pour les services représentés - Manque de logement pour les fonctionnaires - Rémunération insuffisante des fonctionnaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des bureaux - Accorder des crédits logement aux fonctionnaires et des parcelles - Recruter les travailleurs pour compenser l'insuffisance dans tous les secteurs de travail
Action Sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Les leaders communautaires reçoivent des formations intensifiées - Les leaders communautaires sont soucieux de leur tâche 	<ul style="list-style-type: none"> - L'action sociale et promotion de la femme en commune Mpanda est moins dévolue d'encadrement - Le niveau d'étude des leaders communautaires laisse à désirer 	<ul style="list-style-type: none"> - Former et certifier les leaders communautaires et leur donner du travail - Créer un centre et construire une salle de formation et animations communautaires
Sport	<ul style="list-style-type: none"> - La population est majoritairement jeune - Existence des associations et clubs sportifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'encadrement - Manque de moyen pour améliorer les infrastructures - Manque de matériel 	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager les associations et clubs sportifs et la création d'autres clubs - Créer un centre de jeune
Patrimoine Culturelle	<ul style="list-style-type: none"> - Clubs de dense traditionnelles - Clubs de tambourinaires 		<ul style="list-style-type: none"> - Encourager la création des clubs culturels - Redynamiser les clubs existants
Justice	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel jeune et dynamique - La justice gracieuse au niveau des collines est fonctionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'indépendance de la magistrature - Manque d'infrastructure - Personnel insuffisant - Méconnaissance du code pénal au sein de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Accorder l'indépendance à la magistrature - Accorder des séminaires de formation au personnel judiciaire - Construire des infrastructures et leur doter d'un matériel adéquat - Apprendre à la population la loi - Accorder un moyen de déplacement au corps judiciaire pour leur permettre beaucoup de descentes sur terrain

SECTEURS	ATOUPS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Approvisionnement en eau	Nombreuses sources d'eau sont identifiées	<ul style="list-style-type: none"> - Moyens financiers limités de la DGHHER - Mauvaise entretien des infrastructures existantes - La commune n'a pas de moyens suffisants pour payer les factures de la REGIDESO 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de toutes les infrastructures endommagées - La sensibilisation à la bonne gestion et à l'entretien des infrastructures - La redynamisation des régies communales d'eau - La construction de AEP (Adduction en eau potable)
Industrie	-	- Faible production	- Création d'industrie de transformation de produit d'agriculture et d'élevage

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La commune Mpanda est située au Sud de la province Bubanza. Au Nord-Ouest, elle est frontalière avec la commune Bubanza ; au Nord-Est avec la commune Musigati ; à l'Est avec la commune Rugazi ; à l'Ouest avec la commune Gihanga et au Sud avec la commune Mutimbuzi (Province Bujumbura – Rural).

Elle a une superficie de 125,5 km² soit 11 % de la province (1.089 km²) et 0,45 % du pays (27.834 km²).

Elle chevauche entre deux régions naturelles : une grande partie se trouvant dans la région naturelle du Mumirwa à l'Est et une autre partie dans la région naturelle de l'Imbo à l'Ouest. La région naturelle de l'Imbo a une altitude moyenne de 1.000 m avec une pluviométrie moyenne de 900 mm et une température moyenne variant entre 24 °C et 28°C. La région naturelle de Mumirwa a une altitude moyenne de 1.500 m avec une pluviométrie comprise entre 1.200 et 1.500 mm et une température moyenne variant entre 20 et 27°C.

Sur le plan administratif, la commune comprend 2 zones, à savoir : Butanuka et Musenyi. Ces dernières sont subdivisées en 15 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune Mpanda produit aussi bien les cultures vivrières, industrielles, maraîchères que fruitières. La commune produit en moyenne 52519 tonnes de vivriers par an. Ceci lui confère l'avant dernière place dans la province quant à son importance relative dans la production des vivriers. La Banane et le manioc viennent en tête si l'on considère le volume annuel de production des vivriers dans la commune avec respectivement 32644 tonnes et 10092 tonnes, soit 62,1 % et 19 % de la production totale des vivriers dans la commune.

Sur le plan de l'élevage, l'on rencontre dans la commune les bovins, les ovins, les caprins, les porcins et les gallinacés. Le type d'élevage dominant est celui dit traditionnel. En terme de l'importance numérique du cheptel, Mpanda vient en 3^e position dans la province avec 36876 têtes de bétail, soit 23,4 % de tout le cheptel de la province. Les espèces les plus rencontrées

sont les gallinacés avec une moyenne de 26561 têtes. Elles sont suivies des caprins avec 8811 têtes.

Les boisements artificiels sont en voie de disparition suite aux effets combinés de la guerre, des feux de brousses, de l'attribution abusive des boisements domaniaux et des coupes illites à des fins diverses. Aujourd'hui, la commune connaît des difficultés pour couvrir ses besoins en bois aussi bien en bois d'œuvre qu'en bois de chauffe et de charbon.

La pêche coutumière se fait à petite échelle ; la pisciculture est en voie de disparition depuis la fermeture du projet DAPA.

La commune Mpanda jouit de certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique. Toutefois, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, la non bancarisation du milieu rural pour collecter l'épargne et financer le développement, la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie tels les écoles, les centres de santé, les infrastructures d'alimentation en eau potable, etc.... ; les aléas climatiques, l'attaque des cultures par les maladies et ravageurs des plantes dont la mosaïque sévère du manioc ; etc...

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où les contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune, il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix accessibles ;
2. Irriguer d'autres (que ceux de la SRDI) périmètres dans la plaine de l'Imbo ;
3. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
4. Construire des centres semenciers et des infrastructures zoo-sanitaires ;
5. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des conditions de travail ;

6. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
7. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact sur le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières, maraîchères et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et, au besoin, constituer des réserves stratégiques à long terme.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEERU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEERU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. PNUD/UNOPS : Monographie de la province du Sud Kivu (RDC) 1998.
18. DPAE/Bubanza : Rapports annuels
19. DPE/Bubanza : Rapports annuels

20. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province Bubanza (2002-2004).
21. SEP/REFES : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et de relance de la croissance de la Province Bubanza, Avril 2005.

ANNEXE

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE DE BUBANZA

Bujumbura, le 30 août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le trentième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Bubanza, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Bubanza et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants ci-haut cités pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune de Bubanza
2. La monographie de la commune de Gihanga
3. La monographie de la commune de Mpanda
4. La monographie de la commune de Musigati
5. La monographie de la commune de Rugazi
6. La monographie de la province de Bubanza

L'Antenne provinciale
du Plan à Bubanza
NIBAGIRWA Ferdinand



L'Expert représentant le SPPI.
GASONI Evariste

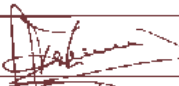

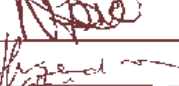





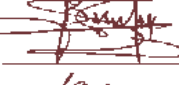

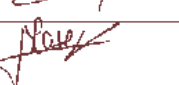






Fait à Bujumbura, le 30 Août 2006











Le Gouverneur de la Province de Bubanza



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE BUBANZA**

N°	Nom et Prénom	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NYABENDA Pascal	Gouverneur de la province Bubanza	Toutes les monographies	
2	NDEREYAHAYO Charles	Inspecteur Provinciale des finances communales	Commerce, Industrie Institutions financières, Tourisme et Hôtellerie	
3	NTAKIRATSA Carito	Gestionnaire provincial de la santé	Santé	
4	NGENDANGENZWA Gervais	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse et Sport & Patrimoine culturel	
5	BAHINGANA Léonidas	Chef de services productions végétales DPAF Bubanza	Agriculture	
6	SINZINKAYO Pascasie	Service production & S. animal. DPAE Bubanza	Elevage & Pêche et pisciculture	
7	BUKURU Patrice	Projet Habitat Rural	Habitat	
8	KANJORI Gordien	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport et Communication	
9	SINGIRANKABO Godeberte	Forestière Provinciale	Forêts	
10	NTUNZWENIMANA François	Conseiller Principal du Gouverneur	Géologie et Mines	
11	BIRANTAGAYE Didace	Mouvement coopératif et associatif	Coopératives et Associations d'auto développement	
12	MANIRAKIZA Ferdinand	D.P.E. Bubanza	Education	
13	SINDABAJIAGA Donathile	Secteur social	Action sociale	
14	NIBITEGEKA Rose	Encadreuse Provinciale des CCARS	Réinsertion et réintégration des sinistrés	
15	BIGIRIMANA Adelin	Chef du personnel DPE Bubanza	Travail et Emploi	

**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE BUBANZA**

N°	Nom et Prénom	Fonction	Secteur analysé	Signature
16	NCUTINAMAGARA J.Michel	Coordonnateur provincial de l'Enseignement des Métiers	Artisanat	
17	NIYONGERE Donavine	Président du Tribunal de Grande Instance	Justice	
18	NSHIMIRIMANA Alexis	Coordonnateur Provincial des RCE	Eau et Energie	
	RUDACIKIRIRWA Maxime	CPLS – Suivi évaluation	Santé – Données sur le VIH/SIDA	
	NASASAGARE Bonaventure	Ligue ITEKA-Chef de section Bubanza	Droit de l'homme	
19	NZEYIMANA Hermès	Administrateur de la commune Bubanza	Monographie de la commune Bubanza	
20	NTIRANDEKURA Bonaventure	Administrateur de la commune Gihanga	Monographie de la commune Gihanga	
21	NIZIGYIMANA Cléophas	Administrateur de la commune Mpanda	Monographie de la commune Mpanda	
22	NIRAGIRA Isaac	Administrateur de la commune Musigati	Monographie de la commune Musigati	
23.	NKUNDWANABAKE Philbert	Administrateur de la commune Rugazi	Monographie de la commune Rugazi	

**LISTE DES PERSONNES AYANT PARTICIPE A LA CORRECTION DES
DOCUMENTS AVANT VALIDATION OFFICIELLE**

N°	Noms et prénoms	Secteur d'activité
1	SIMBIBAGIYE Astère	Agronome communal Bubanza
2	MANIRAKIZA Emmanuel	Agronome communal Gihanga
3	NTORANYIMANA Evariste	Agronome communal Mpanda
4	NTEZAHORIGWA J. Bosco	Agronome communal Musigati
5	NIYONKURU Sefu	Agronome communal Rugazi
6	MBANZENGORE Oda	Technicien vétérinaire Mpanda
7	NAHIMANA Cathérine	Technicien vétérinaire Gihanga
8	NIZIRAZANA Lafdi	Technicien vétérinaire Musigati
9	NDUWIMANA Ferdinand	Technicien vétérinaire Rugazi
10	KARORERO Cyprien	Technicien forestier Bubanza
11	KANYAMUGAMBWE Gabriel	Technicien forestier Gihanga
12	NAHIMBAZWE Ildephonse	Technicien forestier Mpanda
13	BARAYANDEMA J. Baptiste	Technicien forestier Musigati
14	NDAYIKENGURUKIYE J. Claude	Technicien forestier Rugazi
15	NTAHONDETREYE Anselme	Chargé de la carte scolaire Bubanza
16	NISUBIRE Juvéna	Chargé de la carte scolaire Gihanga
17	NSABANDUMWE Albert	Chargé de la carte scolaire Mpanda
18	SEBATWA Thomas	Chargé de la carte scolaire Musigati
19	NTUNGUKA Roger	Chargé de la carte scolaire Rugazi
20	MFATIRO Cléscent	Chargé de la carte scolaire à la DPE
21	NAHIMANA Emelyne	Chef d'Antenne Provinciale de l'urbanisme
22	NZISABIRA Joseph	Président du Tribunal de résidence Bubanza
23	IIAKIZA Bernard	Président du Tribunal de résidence Gihanga
24	NIYONGABO Ladislas	Président du Tribunal de résidence Mpanda
25	IIATUNGIMANA Jean	Président du Tribunal de résidence Musigati
26	RUPANDE Liévin	Président du Tribunal de résidence Rugazi
27	NTAWURISHIRA Christophe	Comptable communal Mpanda
28	NIYIGARUYE Melchior	Comptable communal Musigati
29	NDAYISABA Dieudonné	Comptable communal Rugazi
30	BARIGENERA Côme	Coco Mpanda
31	BUCUMI Françoise	Greffier Tribunal de Résidence Musigati
32	MASENGE Ladislas	Secrétaire communal Rugazi
33	GAHUNGU Samson	Secrétaire communal Gihanga
34	MISAGO Augustin	Secrétaire Communal Bubanza
35	NTEZAMASO Damien	Fontainier communal Bubanza
36	NDIKUMAZAMBO Kenedy	Fontainier communal Gihanga
37	MAJAMBERE Paul	Fontainier communal Mpanda
38	BUNAME Julien	Fontainier communal Musigati
TOTAL		